

Requesting Organization :	Cooperazione Internazionale - COOPI	
Allocation Type :	2018 Second Standard Allocation	
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage
Education		43.00
Protection	Protection de l'enfance	17.00
Sécurité Alimentaire		14.00
Coordination et Gestion de camps		26.00
		100

Project Title :	Réponse Multisectorielle d'Urgence en Education, Protection de l'Enfance, CCCM et Sécurité Alimentaire pour la population de Obo (Haut-Mbomou, RCA)
Allocation Type Category :	

OPS Details			
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-18/HCF10/SA2/EDU-PROT-FSEC-CCCM/INGO/10528
Cluster :		Project Budget in US\$:	464,000.04
Planned project duration :	8 Months	Priority:	
Planned Start Date :	01/12/2018	Planned End Date :	31/07/2019
Actual Start Date:	01/12/2018	Actual End Date:	31/07/2019

Project Summary :	<p>Depuis septembre 2018, la situation sécuritaire en RCA reste très volatile et imprévisible surtout dans l'Est du pays où les actes criminels envers la population ont augmenté. Plus d'une personne sur deux (2,5 millions) reste dans le besoin d'une réponse d'urgence. A la fin du mois de août 2018, 621 035 personnes ont été recensées comme étant des déplacées internes. Dans la zone hotspot de Obo où COOPI est présente, les groupes armés sévissent, les risques de protection – auxquels les enfants restent les plus vulnérables - et les déplacements forcés sont d'une très grande ampleur, entraînant des besoins humanitaires urgents au sein de ces populations.</p> <p>Dans un tel contexte, COOPI propose de mettre en œuvre une réponse de protection d'urgence intégrée en Protection de l'enfance/Education/Sécurité Alimentaire ainsi que d'un mécanisme light de CCCM (sur les 8 sites reconnus par HCR) pour les populations les plus affectées par les exactions des groupes armés dans la préfecture du Haut Mbomou.</p> <p>Aussi, l'action de COOPI vise à permettre à un total estimé de 18 498 personnes (PDIs et population Hôte) de bénéficier de :</p> <p>(i) d'une réponse en éducation en urgence grâce à un accès amélioré à l'éducation à travers des activités standard en éducation en urgence (réinsertion rapide dans le cursus scolaire formel, alphabétisation pour les jeunes et renforcement de la qualité du système éducatif existant). COOPI vient de terminer la mise en œuvre d'un projet en éducation en urgence/protection de l'enfance (30.08.2018) et cette intervention assurera sa continuité. Pour que cette intervention soit complète, il est important d'établir un dialogue respectueux entre les acteurs dans les secteurs de l'éducation et de la protection de l'enfance.</p> <p>(ii) d'une réponse de protection de l'enfance via le renforcement de mécanismes de Protection de l'Enfance (y compris d'une réponse aux victimes et référencement) à travers les sensibilisations sur les droits des enfants, formation des maîtres-parents/enseignant sur les thématiques de protection, sur l'identification des enfants présentant des troubles psychosociaux/étant victimes de violation. Les Espaces Amis des Enfants (EAEs) seront aussi au centre de cette intervention (avec les centres d'écoutes intégrés). L'intégration de la protection de l'enfance constitue un élément permettant de respecter le principe visant à « ne créer aucun préjudice », qui s'applique à toutes les actions humanitaires.</p> <p>(iii) d'une réponse d'urgence aux familles des enfants en termes de sécurité alimentaire via la distribution des kit pour les Associations Parents d'Elèves (APEs) pour qu'ils puissent soutenir aussi l'éducation de leurs enfants et développer leur capacité de résilience socio-économique et la relance de la production agricole dans cette zone ;</p> <p>(iv) d'une réponse pour l'amélioration de la gestion des sites de PDIs. Cela à travers la coordination, la facilitation, la gestion des sites et le renforcement des ressources communautaires existantes impliquées dans cette gestion, afin de renforcer la protection de tous les groupes de la population et d'assurer un meilleur accès aux services minimum. Enfin, d'une réponse d'urgence pour monitorer et recenser les populations déplacées sur Obo.</p> <p>L'approche genre et la « protection transversale » sont des approches intégrées par COOPI dans la mise en œuvre de ses projets. De même, l'organisation analysera de façon participative l'évolution des dynamiques conflictuelles locales à Obo tout au long de la mise en œuvre de son projet afin de respecter le « Do no harm ». Dans la même idée, COOPI s'attardera à améliorer la situation des personnes les plus vulnérables parmi l'ensemble des différents groupes présents afin de respecter l'équilibre de l'aide apporté entre les différents groupes.</p> <p>Enfin, COOPI s'appuie sur sa présence dans la zone d'intervention (2009) et sur son expertise dans ses domaines phares d'intervention qui sont la Protection et l'éducation.</p>
--------------------------	--

Direct beneficiaries :					
Men	Women	Boys	Girls	Total	
4,187	4,413	4,842	5,056	18,498	

Other Beneficiaries :					
Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Internally Displaced People	3,523	3,770	3,678	3,936	14,907
Host Communities	664	643	1,164	1,120	3,591

Indirect Beneficiaries :

Au sein du présent projet, la population totale d'Obo bénéficiera indirectement de l'impact des interventions de COOPI sur les quatre volets. L'organisation ne peut pas estimer précisément le total des habitant d'Obo car aucun acteur sur place pourrait avoir cette information. Selon les données partagées par le Cluster CCCM, la population de la Sous Préfecture d'Obo (pas seulement de la ville) est estimée à 39 027.

En effet, les quatre volets du projet toucheront indirectement -via le soutien donné aux enfants, aux adolescents, aux professeurs/maîtres-parents, aux membres des associations de parents d'élèves, aux leaders communautaires, aux FAT, aux membres du Comité de Suivi des Activités Éducatives, aux bénéficiaires des sessions de sensibilisations- leur familles et proches.

Catchment Population:

Etant donné que COOPI va couvrir les quatre volets et surtout celui de gestion des sites, l'organisation pourrait appuyer les ONGs nationales (A.F.A.S.V.E.R., JUPEDEC, et Association des victimes de la LRA), internationales (ACTED, AVARIAN, CSSI) et agences UN (MINUSCA et UNHCR) et tous les autres acteurs étatiques (Préfet, sous-Préfet, Mairesse), du secteur (Inspection Académique, Affaires Sociales) et communautaires dans la réalisation de leurs activités.

Link with allocation strategy :

Le but principal de ce projet est d'assurer une protection globale d'urgence des populations les plus affectées par les conflits dans la zone hotspot d' Obo. Le projet répond aux priorités de cette deuxième allocation du Fond Humanitaire 2018 :

- Une réponse aux besoins identifiés à travers le PHR 2018 et le 2018 HRP Progress Monitoring Report (PMR, juillet 2018). L'objectif est de contribuer à l'atteinte des trois Objectifs Stratégiques du Plan de Réponse Humanitaire (PRH), en « sauvant des vies en tout garantissant la dignité et la sécurité » des personnes affectées par les chocs, des victimes ou des potentielles victimes des violations des droits de l'homme et à risque, à travers le renforcement de l'assistance d'urgence intégrée, dans le respect des principes fondamentaux. COOPI cible avec ses interventions en Centrafrique et selon les besoins des bénéficiaires de ses projets toutes les trois catégories de populations affectées par la crise : celles aux besoins immédiats lors d'un choc humanitaire ; celles aux besoins aigus causés par un état de vulnérabilité chronique ; et celles qui demande un appui pour le retour, pour leur intégration et réinstallation.

-La « protection transversale » est intégrée dans la stratégie du projet, afin d'assurer l'accès effectif des populations (sans distinction de sexe et âge) aux activités réalisées, garanti à travers des mécanismes de protection qui seront mis en place pour que les services offerts soient accessibles sans risque sécuritaires et tout en respectant la dignité des bénéficiaires. En deuxième lieu, la redevabilité sera assurée à travers une identification des bénéficiaires sur la base de critères de vulnérabilité établis au préalable avec les autorités et les communautés bénéficiaires, pour éviter toute forme de discrimination et garantir une assistance culturellement et socialement appropriée. En outre, elle sera garantie par la mise en place de mécanismes de plaintes accessibles à toute la population et par le respect de la part du staff du projet du code de conduite de COOPI, dont les communautés bénéficiaires seront informées. Le projet assurera la participation des communautés (y compris les personnes de moins de 18 ans) dans toute les phases de mise en œuvre, suivi et évaluation, dans le but de pérenniser l'intervention et d'autonomiser les bénéficiaires. COOPI respecte le principe de « Ne pas Nuire » dans la mise en œuvre de ses activités, et analysera de façon participative les dynamiques conflictuelles locales tout au long de la mise en œuvre, dans le but d'éviter d'alimenter ou de générer de nouveaux conflits et de plutôt diminuer ceux existants, toujours en assurant la neutralité de l'espace humanitaire.

- L'alignement entre la proposition de projet et le critère de « life-saving » du CERF. La courante proposition de projet vise à couvrir, atténuer ou éviter des pertes de vie directes, des dommages physiques et psychologiques ou des menaces à une partie importante de population et à protéger leur dignité. De plus, afin de répondre efficacement aux urgences et de veiller à ce que les principes du Fond Humanitaire soient suivis et appliqués efficacement, COOPI collabore et interagit avec les Organisations Non Gouvernementales nationales et internationales déployées sur ses zones d'intervention et dans les alentours.

- La multisectorialité et l'intégralité de la réponse proposée par ce projet - qui répond aux critères de priorisation étant donné que la ville d'Obo accueille des PDIs sur les 8 sites (reconnus par HCR) et qui présente des vulnérabilités aigus en sécurité alimentaire, en éducation et en protection de l'enfance- sera complétée par le secteur Coordination et Gestion des Camps, qui présente également des nécessités et des gaps évidents.

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
Claudio Tarchi	Coordinateur Régional Desk RCA	tarchi@coopi.org	+39023085057
Alessandro Ponti	Chef de Mission	cm.rca@coopi.org	75503199 - 72795901
Martina Azzalea	Assistante à la Coordination	assistcoord.rca@coopi.org	72475341

BACKGROUND**1. Humanitarian context analysis**

En septembre 2018, la République Centrafricaine demeure un pays aux besoins multiformes et vitaux, également aux manques aggravés du fait que, depuis le début de l'année, la situation sécuritaire est restée volatile et imprévisible dans les villes comme dans ses alentours. Plus d'une personne sur deux (2,5 millions) reste dans le besoin. Dans la zone Est, les actes criminels envers la population persistent surtout dans la Préfecture du Haut-Mbomou.

La libre circulation et la sécurité sont entravées par ces tensions ethnique-religieuses qui n'ont fait qu'augmenter d'intensité, et restreindre la pleine jouissance des mouvements, des activités quotidiennes et même des droits de la population. La présence de casques bleus n'a pas empêché aux différents groupes armés d'être dans les villes. Le monde humanitaire est inquiet de l'augmentation de la criminalité et de la délinquance ces derniers mois (multiplication des assassinats, enlèvements, agressions physiques, arrestations illégales, braquages à main armée, menaces verbales ou armées, viols, etc.).

Obo est l'une des 16 préfectures de République Centrafricaine, située à l'extrême sud-est du pays. Elle borde la République Démocratique du Congo et le Soudan du Sud. Sa superficie est de 55 530 km² pour une population de 39 027 habitants en septembre 2018 (données Cluster CCCM septembre 2018). Son chef-lieu est Obo. Longtemps considérée comme une zone de développement (élevage et faune sauvage), Obo a vu sa situation sécuritaire se dégrader ces dernières années. Depuis 2008, la zone souffre de la multiplication d'actes violents, notamment liés à la présence de la LRA et récemment celle des différents groupes armés dans les zones alentours. En 2009, les premiers déplacés internes sont arrivés à Obo fuyant les incursions répétitives de la LRA. Une deuxième vague en 2017 a amené de nouveaux déplacés à cause des hostilités entre les Anti-Balakas et les éléments affiliés à l'UPC. A ce jour, malgré une apparente accalmie, les attaques d'éléments dispersés vraisemblablement associés au groupe armé LRA persistent, se traduisant par des attaques de villages, des tueries, des destructions de biens et champs et des enlèvements. Ces incidents continuent de plonger la population d'Obo dans la peur et entravent le retour à la paix.

Avec la présence récurrente de la LRA, des éleveurs peulhs armés et des braconniers venus du Soudan voisin, la Préfecture du Haut-Mbomou et en particulier la ville de Obo est plongée dans un état d'insécurité élevée et une situation humanitaire critique qui se résume de la manière suivante :

- Mouvements de population de 2008 à 2018, les populations des villages situés sur l'axe Obo-Bambouti-Soudan du sud, Obo-Djemah et Obo-Mboki-Zemio se sont déplacées massivement à cause de l'insécurité qui y règne encore aujourd'hui ;
- Délabrement des édifices publics (écoles, hôpitaux, marchés etc...) ;
- Absence d'agents qualifiés de l'Etat pour un bon encadrement technique dans tous les domaines (1 seul enseignant titulaires pour les 23 écoles de Obo-Mboki-Bambouti)
- Nombre insuffisant de points d'eau pour une population en grand nombre.

Face à ce contexte, de nombreux villageois ont fui vers les sites protégés situés dans la ville d'Obo (à ce jour 14 907 PDIs; cf. Bureau HCR Obo) notamment les sites de Mboki, Zemio, Boyo, Gambo, Gougberé, Ligoua, Ngondji, Nguilinguili (correspondant respectivement aux zones de provenance des DPIs) dans l'optique de jouir d'un mécanisme de protection et de réception d'aide humanitaire.

COOPI, étant un acteur basé dans la Sous-Préfecture depuis 2009, pourrait se coordonner pour une synergie à 360° avec les autres acteurs humanitaires présents, comme: Caritas, JUPEDEC, ACTED, CSSI, AVARIAN; la collaboration avec les autorités étatiques sera assurée par les fréquentes réunions et occasions d'échanges objets des activités de cette proposition de projet.

2. Needs assessment

L'analyse des sources d'informations secondaires et primaires a permis aux équipes de COOPI de cerner les besoins humanitaires les plus urgents de la population d'Obo en terme d'éducation et de protection de l'enfance. L'analyse des besoins a été faite grâce à la collecte d'informations et de données chiffrées auprès de l'inspection académique scolaire Sud-Est, des directeurs et professeurs des écoles d'Obo, des autorités locales, des leaders communautaires, des leaders religieux et des associations locales, ainsi que via les mécanismes communautaires en place. A ce sujet, il faudra souligner que le Rapport d'évaluation du Projet FH 7339 a aussi permis de développer les activités liées aux volets Education, Protection de l'Enfance et Sécurité Aliénatoire. Avant tout, la préfecture du Haut-Mbomou est une zone d'accueil pour de nombreuses populations déplacées fuyant les violences survenues alentours. De nombreux besoins urgents en éducation et protection de l'enfance sont observés à Obo. La plupart des enfants sortis du système scolaire ne parviennent pas à réinsérer le système scolaire formel. Ces enfants nécessitent une réponse d'urgence via la mise en place de cours temporaires de rattrapages. De nombreux jeunes analphabètes, trop âgés pour intégrer les écoles normales et souvent discriminés, ont aussi besoin de cours d'alphabétisation/calcul/de compétences de vies. Dans la préfecture du Haut Mbomou, 54 écoles existent, parmi lesquelles 23 sont dans la zone Obo-Mboki-Bambouti et 31 sur Zemio. Depuis 2012, les écoles sont dans des conditions déplorable et manquent de manuels scolaires. A cela s'ajoute l'absence d'enseignants qualifiés titulaires, seulement 12 sont présents (11 zone Zemio ; 1 zone Obo-Mboki-Bambouti) et également le manque de moyens financiers pour les matériels didactiques, ce qui empêche le déroulement normal des activités éducatives. A cela s'ajoutent de nombreux risques de protection dans cette zone où la LRA est toujours active. Les enfants et jeunes continuent à être exposés à de nombreux risques de sécurité liés à la présence persistante de ce groupe armé dans la préfecture ainsi qu'à l'instabilité liée à la proximité avec les frontières internationales poreuses de la RCA avec le Sud-Soudan voisin. Basé sur ces évaluations, COOPI propose de mettre en œuvre une réponse intégrée d'éducation en urgence et protection de l'enfance à Obo mais également un volet CCCM light et un volet Sécurité Alimentaire.

L'éducation aidera à réduire l'impact psychosocial des conflits en donnant un sens de normalité, de stabilité et d'espoir pour l'avenir et sera un moyen pour protéger les enfants en fournissant une protection physique contre les dangers et l'exploitation dans un environnement de crise. En début de projet, les besoins spécifiques seront évalués à nouveau grâce au Comité de Suivi des Activités Educatives composé de l'inspection académique, des leaders communautaires/religieux, des membres des APes, des représentants des différents groupes de population, d'enseignants, qui créera un Comité d'Evaluation composé des membres du Comité de Suivi et d'élèves, d'enseignants et des personnes des communautés. Les bénéficiaires seront identifiés par le Comité d'Evaluation de la communauté puis vérifiés par les équipes de COOPI.

Enfin, pour ce qui concerne le volet CCCM et sous recommandation de ce dernier, un paquet light a été pensé pour cette première période du projet afin de préparer les bases et renforcer, en premier lieu, les mécanismes communautaires existants, sur la base de celui mis en place dans le cadre du projet FH à Alindao et Zemio. Les activités en Sécurité Alimentaire ont été confectionnées par l'équipe Sécurité Alimentaire de la Coordination qui a dernièrement conduit une Analyse des Besoins/Enquête Alimentaire à Obo via FAO.

3. Description Of Beneficiaries

L'ensemble des populations vivant actuellement à Obo, à savoir les populations hôtes et déplacées internes seront touchées par l'intervention proposée par COOPI sans distinction. Les différentes évaluations multisectorielles réalisées par COOPI (avril, août et septembre 2018) ainsi que les données de protection (SMP, enquêtes FAO) sur cette zone ont permis de cibler les bénéficiaires suivants (qui pourront être peaufinés en démarrage/pendant le projet) :

Selon la ratio relative à la population de la Sous Préfecture d'Obo (48% d'hommes, 52% de femmes, 51% de mineurs, 49% adultes/ donnée Cluster CCCM/Abris/Biens non alimentaires), nous estimons que les bénéficiaires directs de ce projets seront 18 498. Toutefois, l'expérience de COOPI dans cette zone, notamment dans la ville d'Obo en tant qu'acteurs de l'Education et de la Protection de l'Enfance suggère des ratios beaucoup plus hautes pour la population mineure. Grâce à ce projet multisectoriel, COOPI espère enfin pouvoir donner des données démographiques complètes (pour un meilleur ciblage de toute intervention humanitaire).

Parmi les bénéficiaires directs, nous avons identifié les suivantes catégories qui toutefois afin d'éviter tout double comptage rentrent dans les 18 498:

- 71 MP/E renforcés ou formés en compétences pédagogiques dont 63 appuyés via fidélisation et 3 Directeurs d'écoles ;
- 2905 élèves participant aux cours formels des 6 écoles d'Obo, aux EAes, dont les 320 déscolarisés;
- 300 jeunes désœuvrés bénéficiaires de cours d'alphabétisation et de compétences de vie;
- 3 Directeurs d'écoles (en réalité ils sont 6, mais 3 sont déjà comptés dans les MP/E);
- 60 leaders communautaires et religieux;
- 180 membres des APes;
- 14 907 DPIs des sites d'Obo;
- 8 points focaux des RECOPs;
- 280 jeunes filles participant aux activités ergo thérapeutiques (comptabilisés dans les IDPs);
- 64 personnes formées concernant la prise en charge des EAS.

Pour ce qui concerne l'identification des ci-mentionnés bénéficiaires, COOPI, comme reporté lors de la rédaction du Rapport Final du projet "Vers un accès amélioré au service éducatif et à la protection des enfants et jeunes d'Obo dans le contexte de crise et d'instabilité de la préfecture du Haut Mbomou (République centrafricaine)" (et partagé aussi au Cluster Education), avait déjà identifiés les nouveaux besoins et les cibles . Pour ce qui concerne l'identification des bénéficiaires, comme déjà mentionné dans le chapitre "Link with Allocation Strategy", "ça se fera sur la base de critères de vulnérabilité établis au préalable avec les autorités et les communautés bénéficiaires, pour éviter toute forme de discrimination et garantir une assistance culturellement et socialement appropriée". En outre, elle sera faite aussi tout au long du projet grâce au renforcement des capacités des E/MA et des Réseaux Communautaires.

4. Grant Request Justification

La présente intervention s'articule autour de **4 volets** afin de renforcer la protection globale d'urgence des populations les plus affectées – notamment les enfants - par les conflits et la présence des groupes armés à Obo.

(i) Le volet 1 vise à l'amélioration de l'éducation des enfants scolarisés et non-scolarisés de Obo selon leurs besoins spécifiques. Tout d'abord, en réponse à la soudaine interruption du cycle scolaire accompagnant généralement les déplacements des populations et aboutissant à la désertion scolaire pour des raisons économiques (difficultés pour le paiement des frais scolaires ou du matériel scolaire) ou sociales (perte des points de référence et non connaissance des interventions mises en place par les différents acteurs présents), des lieux de remise à niveau sécurisés pour les élèves peuvent être temporairement installés. Par ailleurs, la salle de classe peut représenter l'endroit où le personnel enseignant dûment formé peut être en gré d'identifier les premiers avis de détresse psychosociale, épisodes récurrents parmi les enfants ayant vécu des expériences de chocs (prévention, premier pas pour le référencement, appui psychosocial). Enfin, il est aussi important de souligner que dans les zones où le contexte sécuritaire expose constamment les enfants à des dangers, toutes les activités dans le domaine de l'éducation en urgence représentent un moyen pour prévenir l'enracinement de comportements nuisibles pour eux.

(ii) Le volet 2 de l'action vise à renforcer les mécanismes communautaires d'alertes précoces existants afin de renforcer la protection de l'enfance sur Obo (renforcement d'un réseau de collecte de donnée via les RECOPs et CPs existants, référencement précis pour les réponses sectorielles, suivi et plaidoyer). Ce volet est pleinement en adéquation avec les objectifs du cluster Protection N.2 « Assurer l'accès des populations affectées à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur dignité » et N.3 : « Renforcer les mécanismes de protection à base communautaire et l'accès aux services essentiels de base. ».

(iii) Le volet 3 de l'action/ Sécurité Alimentaire, vise à apporter une réponse d'urgence aux parents des élèves et des enfants qui fréquentent les ETAPES et les écoles, en les appuyant en intrants agricoles et semences pour qu'ils puissent développer leurs capacités de résilience et développer/accroître leur capacité économique et, à la fin du projet, leur permettre de soutenir les MP/E. Dernièrement, des formations seront organisées pour sensibiliser les personnes sur les bonnes pratiques alimentaires et l'accès aux informations en sécurité alimentaire des acteurs (CCCM, Education et Protection) impliqués dans le projet (action qui rentre dans l'objectif du Cluster).

(iv) Le volet 3 vise à l'amélioration de la gestion des sites de PDIs (14 907 personnes). Cela via la coordination, la facilitation, la gestion des sites et le renforcement des ressources communautaires existantes impliquées dans cette gestion. Ce volet 3 vise à mitiger les risques auxquels sont confrontés les PDIs dans les sites, à améliorer leurs conditions de vies et à leur assurer un meilleur accès aux services minimum pour tous les groupes de la population y vivant. Ce volet est en ligne avec l'OS N.3 du cluster ABRIS/NFI/CCCM: « Assurer la protection et l'assistance à la population affectée dans les sites et en familles d'accueil ». Pour ce qui concerne ce volet, COOPI interviendra en synergie avec le Cluster et HCR.

Concernant le volet CCCM, il est important de préciser que COOPI adaptera sa stratégie une fois qu'une analyse plus précise de la situation réelle sera faite en démarrage du projet (évaluation de la situation). Par exemple, les interventions et l'appui déjà démarrés par la CNR locale et HCR à Obo seront étudiés et pris en compte.

5. Complementarity

Au moment de l'écriture de la présente proposition complète de financement pour la Deuxième Allocation du FH 2018, COOPI n'a pas d'autre projet en cours dans la ville d'Obo cependant le 30.08.2018 un projet financé par le FH dans la ville s'est terminé. Le projet de la présente proposition agira dans la continuité de ce dernier. En effet, ce nouveau projet avec son volet éducation et protection de l'enfance s'appuiera sur les structures déjà existantes et en place comme les ETAPES et EAEs. Au niveau des activités, l'expérience des activités dans le domaine de l'éducation et de la protection de l'enfance ayant été concluantes, il a été décidé de les reconduire et de les adapter au nouveau projet. Par exemple, la fidélisation des EM-P sera toujours effective, cependant l'ajout d'un volet Sécurité Alimentaire permettra créer des AGR afin de trouver des ressources financières viables pour continuer de payer les E-MP et ainsi faire perdurer l'accès à l'éducation des enfants d'Obo. Les cours de rattrapages, cours d'alphabétisations, cours de compétences de vie seront également toujours au programme de ce présent projet étant donné leur grande nécessité. D'ailleurs, les kits de matériels scolaires distribués en juin 2018 aux enfants ont servi pour cette rentrée scolaire et serviront donc pour la bonne implémentation des cours de ce présent projet. Néanmoins, près de 2000 kits de matériels scolaire ont tout de même été budgétisé afin de palier à un éventuel manque et afin de ne pénaliser aucun enfant.

Le présent projet s'appuiera et comptera sur les Associations créées lors du précédent projet. Le Comité de Suivi projet aura le rôle d'intermédiaire entre les bénéficiaires et la mise en oeuvre du projet. Au même titre, les APEs gagneront un rôle important dans ce projet, elles auront le rôle de porte-parole auprès de tous les parents des élèves des écoles, et verront leurs capacités organisationnelles renforcées afin de participer à des AGR.

Concernant le volet Protection de l'Enfance, de nombreuses sensibilisations auront lieu en continuité avec celles déjà réalisées lors du précédent projet afin de renforcer les enseignements importants à tirer pour les populations. Pour finir, le présent projet s'appuiera toujours sur les FAT et continuera de les former pour une meilleure prise en charge des enfants.

Il est également important de rappeler que COOPI a une présence dans la zone d'Obo depuis 2009. Par conséquent, l'organisation peut témoigner de nombreux projets dans le secteur de l'éducation mis en place dans le Haut-Mbomou, tels que :

- Unicef, Obo et Bambouti, « Redynamisation du système éducatif de la Préfecture du Haut Mbomou, RCA », 01/11/2008- 30/06/2010 ;
- Unicef Education Obo, « Support au système éducatif dans le Haut Mbomou et amélioration de l'environnement scolaire. », 01/10/2010- 31/12/2010 ;
- Unicef Education Obo 2011/12, « Accès à une éducation de qualité et création d'un environnement protecteur pour les victimes de la LRA dans la Préfecture du Haut Mbomou », 15/09/2011- 14/04/2012 ;
- « Assistance et protection des populations les plus vulnérables affectées par la LRA dans le Sud Est, en particulier les enfants et les femmes, Préfecture du Haut Mbomou, Sous-préfecture d'Obo (Obo et Mboki) et de Zemio. », 01/10/2012- 30/04/2013 ;
- CAR-PRC/2016/N°104, « Support à l'éducation d'urgence pour les enfants et les familles de réfugiés et communautés hôtes de Obo, Haut-Mbomou », 09/12/2016- 09/05/2017.

A ce jour, la présence de COOPI dans la préfecture du Haut-Mbomou est assurée grâce à sa large composante dans la ville de Zemio à travers la mise en place de deux projets déjà en cours : financements PAM pour la distribution des vivres à la population de la ville affectée par la crise et les affrontements de ces derniers mois, et financement FH pour le projet de réponse intégrée d'urgence de Protection/ CCCM pour les populations déplacées affectées par le conflit dans les zones de Zemio, Bria et Alindao.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Assurer une réponse globale, transversale et multisectorielle d'urgence pour les populations les plus affectées par les conflits et la présence des groupes armés dans la zone très volatiles Obo (Haut-Mbomou, RCA)

Overall project objective

Assurer une réponse globale, transversale et multisectorielle d'urgence pour les populations les plus affectées par les conflits et la présence des groupes armés dans la zone très volatiles Obo (Haut-Mbomou, RCA)

Education

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
Assurer la survie des filles et des garçons (3-18 ans) affectés par la crise au travers d'un accès équitable à des environnements d'apprentissage sains et sécurisés	2018 - SO1: Sauver des vies : Les populations affectées par des chocs ont accès à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur sécurité et leur dignité.	40
Renforcer la protection des filles et des garçons (3-18 ans) déscolarisés suite à la crise a travers de l'accès à une éducation alternative de qualité adaptée aux besoins	2018 - SO3: Préserver la dignité humaine : Les populations affectées et à risque ont accès à des services sociaux de base et leurs mécanismes de subsistance essentiels sont rétablis.	60

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Tout d'abord, le projet présenté par COOPI est en totale synergie avec les priorités que le Cluster Education s'est donné pour le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2017-2019 en République centrafricaine. En effet, la mise en oeuvre du présent projet contribuera à l'atteinte :

- de l'Objectif Spécifique 1 du Secteur Education du HRP 2017 – 2019 : « les filles et garçons (3-18 ans) affectés par la crise ont un accès équitable à des environnements d'apprentissage sains et sécurisés ». Cela notamment grâce à la mise en place d'activités visant à renforcer l'accessibilité et la qualité des structures éducatives et du personnel d'enseignement existant sur Obo.

- de l'Objectif Spécifique 2 du Secteur Education du HRP 2017 – 2019 : « la protection des filles et garçons (3-18 ans) déscolarisés suite à la crise est renforcée à travers l'accès à une éducation alternative de qualité adaptée aux besoins ». Cela via le soutien au rattrapage scolaire et à la réinsertion dans les structures éducatives existantes des enfants vulnérables sortis du système scolaire et affectés par la crise dans la préfecture du Haut Mbomou. La mise en place de cours d'alphabétisation/calcul/de compétences de vie auprès des jeunes désœuvrés affectés par la crise permettra également le développement personnel des jeunes.

De plus, l'intervention proposée est aussi en ligne avec deux des Objectifs Stratégiques du PRH 2017-2019 :

- « sauver des vies » à travers l'assistance d'éducation en situation d'urgence, en préservant la protection des enfants dans des lieux fournissant une protection physique au sein des structures éducatives et du personnel enseignant formé et sensibilisé contre les dangers et l'exploitation dans un environnement de crise.

- « préserver la dignité humaine » à travers l'amélioration des services de base des communautés vivant à Obo.

Enfin, l'approche intégrée Education-Protection de l'enfance, propre à l'approche et à l'expertise de COOPI, sera garantie pour un meilleur impact sur la situation des enfants et jeunes d'Obo.

Outcome 1

Les enfants et adolescents d'Obo ont un accès amélioré à des opportunités d'apprentissage adaptées (éducation en urgence et réinsertion dans le système scolaire, renforcement de la qualité du système scolaire existant et opportunités d'alphabétisation pour les jeunes).

Output 1.1

Description

Les 2 557 enfants (1 249 garçons et 1 308 filles) fréquentant les six écoles formelles ont accès à une éducation de qualité (intégrée à une supervision psycho-sociale) via le renforcement de capacités des MP/E

Assumptions & Risks

1) Hypothèses:

- La situation sécuritaire permet l'accès à la zone d'intervention du projet.
- Les autorités traditionnelles, étatiques ainsi que les acteurs éducatifs locaux et du Ministère de l'éducation soutiennent la mise en oeuvre du projet et y sont impliquées.
- Les acteurs présents dans les zones ciblées ont la volonté de coordonner leurs interventions.
- Les communautés et parties prenantes du projet de la zone participent activement à l'action.

2) Risques :

Analyse de la situation (cf. partie contexte) :

-Une dégradation de la situation sécuritaire dans les zones ciblées pourrait empêcher l'accès aux bénéficiaires et la mise en oeuvre et le suivi des activités.

-Un afflux important et imprévu de déplacés internes/retournés dans les zones ciblées pourrait augmenter la pression sur les services éducatifs (infrastructures et ressources humaines disponibles) et affecter le respect des normes de qualité INEE.

-Les autorités communautaires, étatiques, traditionnelles et les acteurs clefs du secteur éducatif pourraient ne pas être disponibles à une collaboration avec l'équipe du projet.

Analyse des risques :

-Dans un contexte tel que celui d'Obo où la LRA est présente dans la zone, les enfants/jeunes déscolarisés/désœuvrés font face :

-aux risques d'exactions, de violations des droits humains, aux enlèvements, à l'exploitation, etc.
-spécifiquement pour les garçons aux risques d'association aux groupes armés, d'implication dans la criminalité, de l'initiation à la drogue, etc.

-spécifiquement pour les filles aux risques de mariage précoce/forcé, de grossesse précoce et non désirée, de prostitution, d'exploitation sexuelle et de VBG.

-Risques liés aux tensions qui pourraient se développer dans la communauté face au soutien important apporté à l'éducation en urgence pour les enfants sortis du système éducatif contre un soutien aux écoles existantes plus limité.

-Risques liés à la réintégration des enfants des systèmes éducatifs d'urgence (ETAPES) dans les écoles normales à la fin de leur période de cours de rattrapage.

3) Mitigations :

-COOPI dispose d'un plan de sécurité prévoyant des mesures d'urgence et de contingence pour répondre à la grave dégradation du contexte sécuritaire. En cas de dégradation importante de la situation sécuritaire au niveau national entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national COOPI sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui de la coordination de Bangui.

-Une concertation régulière avec les autorités, les fora de coordination (clusters éducation, protection, SAG, OCHA, etc.) et les agences des Nations Unies permettra d'établir une réponse rapide dans le cas d'une augmentation imprévue du nombre des déplacés/retournés ou en cas de changement du contexte demandant une relocalisation des zones d'intervention.

-Au cours des dernières années, COOPI a développé des relations de collaboration positives avec les autorités étatiques et traditionnelles ainsi qu'avec les autres associations grâce à sa présence de longue date dans la zone.

-L'information auprès de la communauté, l'implication de la communauté dans toutes les phases du projet (notamment via le comité de suivi) ainsi que la possibilité donnée à la communauté de faire remonter des feedbacks/plaintes à COOPI permettra se mitiger les risques pouvant survenir durant la mise en oeuvre du projet.

-Face aux risques de protection dans la zone, COOPI s'appuiera sur une réponse directe psychosociale ainsi que sur le renforcement des capacités communautaires locales.

Indicators							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Education	# Enseignants /MP renforcés ou formés en compétences pédagogiques					71
Means of Verification : Rapport de formation, Liste de présence des participants, photos							
Indicator 1.1.2	Education	# Ecoles ayants bénéficié des sensibilisations autour du thème "éducation comme droit inaliénable des enfants"					6
Means of Verification : Listes de présence, photos, boîtes à feedback							
Indicator 1.1.3	Education	# MP/E appuyés grâce au mécanisme de fidélisation					63
Means of Verification : Liste de présence des MP-E, fiche de décharges des primes							
Indicator 1.1.4	Education	# d'apprenants (%filles et garçons) bénéficiant d'un enseignement adapté aux besoins psychosociaux			1,249	1,308	2,557
Means of Verification : Registres scolaire, listes de présence, fiche de suivi des enfants en situation de vulnérabilité							
Indicator 1.1.5	Education	# d'écoles / espaces temporaires d'apprentissage dotés de kits récréatifs					1
Means of Verification : fiches de décharges des kits, factures des kits							
Indicator 1.1.6	Education	# d'apprenants (% filles et garçons) ayant bénéficié de matériel scolaire distribué par des acteurs humanitaires			700	1,100	1,800
Means of Verification : Liste de distribution, fiches de décharges des kits, factures des kits							
Explication indicateurs : Dans la CN la cible avait été indiquée pour un montant de 320 KITS. Nous avons priorisé les enfants déscolarisés lors du premier semestre (estimation d'environ 250) + 70 enfants peu hls de l'ETAPE. Lors du précédent projet FH à Obo (7339), 1996 enfants ont reçu des kits de matériels scolaire dont 1038 en juin 2018. Ces kits ont été distribués pour la rentrée 2018/2019. De plus, ACTED ayant également un projet à Obo en éducation, est dans l'attente de fournir 60 élèves en matériels scolaire. Ainsi, normalement, la grande majorité des élèves est dotée de matériels scolaire pour la rentrée 2018/2019. Egalement, à noter que dans cette activité, le but est d'équiper en matériels scolaire les enfants n'étant pas scolarisés dans les écoles formelles mais participant à l'ETAPE dans l'attente d'une rentrée vers ces écoles existantes et de leur permettre d'avoir le matériel nécessaire afin de commencer la rentrée dans de bonnes conditions. Toutefois, grâce à cette nouvelle enveloppe et dans l'attente de se coordonner avec ACTED, COOPI a décidé d'augmenter la cible à 2000 pour respecter le principe de « do no harm ».							
Indicator 1.1.7	Education	# d'ETAPes réhabilités					1
Means of Verification : photos, bons de livraisons, factures							
Indicator 1.1.8	Education	# matrice 5W partagée avec le Cluster Education. Pour assurer un suivi régulier et minutieux des gaps, alertes et besoins émergents en éducation et assurer un partage régulier d'information avec les partenaires présents dans la zone d'implémentat					8
Means of Verification : Partage de la part de COOPI de la matrice 5W au Cluster Education, une par mois.							
Activities							
Activity 1.1.1							
Réunion de lancement du projet avec le Comité de Suivi des activités éducatives d'Obo du Fondamental I (composé de 30 membres -21 hommes et 9 femmes- membre de l'inspection académique (IA), du personnel éducatif existant, représentants des leaders communautaires, religieux, les représentants des différentes communautés, 1 représentant des membres des APE par école, des enfants et des membres de la communauté représentatifs des différents types de personnes), l'ensemble des leaders communautaires, chefs religieux, chefs de quartiers, représentants des sites. Débats et validation des activités du projet et des approches adoptées.							
Activity 1.1.2							
Suivi du Comité de Suivi des activités éducatives d'Obo Réunions mensuelles, qui permettent d'identifier et de recadrer les activités car le Comité joue le rôle d'interface entre le projet et les bénéficiaires							
Activity 1.1.3							
Formations / renforcement des E/MP en compétences pédagogiques Les (63) + (8) E/MP seront formés/renforcés pour un total d'environ 30 jours sur la durée du projet : ces formations seront organisées lors des vacances scolaires (vacances de Noël, etc.). Les 63 E/MP sont ceux de Obo et les 8 sont des EM/P de Bambouti qui participeront à ces sessions suite à un plaidoyer du Comité de Suivi pour les inclure dans ces sessions car Bambouti n'a pas d'écoles formelles et de personnel compétent depuis 20 ans. Les députés de Bambouti sont d'ailleurs en contact avec la MINUSCA pour faire réhabiliter l'école de cette localité. C'est l'inspecteur académique appuyé par le chef secteur qui sera en charge de mettre à jour et renforcer les capacités et connaissances des maîtres-parents. Le renforcement des compétences et connaissances des maîtres-parents est primordiale pour améliorer la qualité de l'éducation fournie aux élèves ainsi que la motivation des maîtres-parents dans leur travail. Cette intervention aura un impact durable au sein de la communauté et perdurera après la fin du projet.							
Activity 1.1.4							
Formation / renforcement des E/MP en appui psychosocial Les E/MP seront formés/renforcés en appui psychosocial, sur l'identification des enfants victimes de VDH, de VBG, des ES/ENA/EAFGA et autres enfants extrêmement vulnérables et sur leur référencement vers les structures appropriées. 3 formations (au début, à la moitié, éventuellement 1 formation vers le 6/7 mois du projet) de 3 jours pédagogiques et thématiques des enseignants, maîtres-parents sur l'identification des enfants présentant des problèmes psychosociaux, sur la prévention contre les VBG et abus en milieu scolaire, sur le référencement des cas de violation et sur le référencement et la mise en œuvre d'éventuels cas de réunification familiale leurs seront aussi dispensées par COOPI en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale (MEN) et des inspecteurs qui ont des connaissances en appui psychosocial. Ces formations permettront aux personnes ciblées de la communauté d'acquérir des compétences sur l'identification et sur la prévention. Grâce à cela, à la fin du projet, ces personnes seront en mesure de continuer à identifier et à référer les enfants/jeunes victimes de violations aux structures adéquates pour une prise en charge psychosociale et/ou médicale adaptée par des professionnels. Ce mécanisme de protection communautaire perdurera à la fin du projet.							
Activity 1.1.5							
Appui pour le transport des MP (8) – car 20 ans sans écoles à Bambouti - et villages alentours d'Obo jusqu'à Obo lors des formations pédagogiques et en appui psychosocial Les E/MP seront soutenus pour leur déplacement jusqu'à Obo ainsi que pour leur logement pendant leur séjour afin qu'ils puissent en bénéficier conjointement aux formations							
Activity 1.1.6							
Discussions/ rencontres auprès des parents d'élèves: éducation comme droit inaliénable des enfants, obligation pour les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, suivi des enfants, appui aux devoirs, etc. L'accent sera mis sur la nécessaire responsabilisation des parents quant à l'éducation de leurs enfants : paiement des frais de scolarité, suivi du parcours scolaire etc. Les sensibilisations seront conduites dans les écoles grâce au staff COOPI avec le Comité de Suivi des Activités Educatives d'Obo du Fondamental I, les APEs, les chefs de quartiers de chaque école et le Ministère de l'Education Nationale pour une implication à 360° des autorités locales. Cette activité s'inscrit dans un processus de renforcement des campagnes de sensibilisations déjà réalisées par ACTED.							
Activity 1.1.7							
Primes. Appui pour la fidélisation des 63 MP (appui pour le paiement des primes) et Suivi continu des MP par l'Inspecteur Académique, les Chefs Secteurs et le staff du projet. Grâce à un système de subsides pour motiver les maîtres-parents dans leur travail. Le Comité de Suivi des Activités d'Education à Obo évaluera la situation et les maîtres-parents des ETAPes et des écoles seront soutenus de façon harmonisée, en respectant les recommandations du cluster Education et l'homogénéisation en cours au niveau de l'UNICEF et du Ministère de l'Education. Un suivi des MP aura également lieu et sera dirigé par l'Inspecteur Académique, les Chefs Secteurs et le staff du projet.							
Activity 1.1.8							
Campagne / Sensibilisations communautaires sur l'importance de l'éducation. Ces sensibilisations compteront sur l'implication et la participation et active des leaders communautaires/chefs religieux/chefs de quartiers et des APEs. Responsabilisation des parents Secteurs formels (appui), et secteur informel (importance de l'éducation) 3 sensibilisations/campagnes auront lieu (prestation pour théâtre, sonorisation, repas communautaires, projection des films), dans un souci d'accessibilité à tous, elles se dérouleront par le biais de prestation théâtrale, sonorisation, projection de films. Afin de créer une ambiance participative et d'inclure la communauté dans cette activité, un repas communautaire sera également préparé par leur soin. Cette activité s'inscrit dans un processus de renforcement des campagnes de sensibilisations déjà réalisées par ACTED.							
Activity 1.1.9							
Réunion des membres de l'Inspection Académique, des directeurs des écoles, APEs et des personnes clefs pour débattre et proposer une solution pour le paiement des primes des MP après le projet. Sensibilisation des membres de l'IA, des directeurs des écoles et des personnes clefs sur des modèles communautaires de paiement des maîtres-parents fonctionnels existants en RCA. Les APEs peuvent être une ressource pour financer les MP/E grâce au volet sécurité alimentaire dans une optique d'autonomisation.							
Activity 1.1.10							

Conduite de cours de rattrapage scolaire pour les enfants sortis du système éducatif (estimés à 250 déscolarisés + 70 Peuhls de l'ETAPES) en parallèle de leur réintégration dans les structures scolaires existantes. Les maîtres-parents formés par COOPI prendront en charge la mise en œuvre de cours de rattrapage pour les élèves en fonction de leur niveau et besoins d'apprentissage. L'ETAPE est normalement pour les enfants Peuhls mais si des enfants déscolarisés sont identifiés (estimation 250 pour la durée du projet), ils seront intégrés aux cours de rattrapage et à un accompagnement vers une structure formelle.

Un mécanisme de référencement systématique des enfants vérifiés sera mis en place dans l'ETAPE, réalisé par la présence (tous les jours ouvrables) d'au moins un agent COOPI sur place qui accueille les élèves, oriente et identifie les besoins de ces derniers auprès des maîtres-parents pour leur mise en classe. Trois niveaux (CI, CP, CE1) ont été retenus pour cette remise à niveau avec les filières suivantes: grammaire, expression écrite, orthographe, conjugaison, éducation à la citoyenneté, géographie et science d'observation. Ces matières varient selon les niveaux des élèves et sont en adéquation avec les normes d'emploi du temps des écoles en situation d'urgence proposées par UNICEF.

L'équipe de l'inspection quant à lui fera des visites de classe, avec deux passages dans l'ETAPE par semaine, vérification des fiches de préparation des cours, les progressions des objectifs fixés hebdomadairement et la qualité de l'enseignement.

Si l'affluence est conséquente et que l'espace de l'ETAPE ne suffit pas, les cours de rattrapages pourront avoir lieu dans une salle de classe après les cours

Output 1.2

Description

300 jeunes désœuvrés (105 jeunes hommes, 195 jeunes femmes) ne pouvant plus intégrer le système scolaire formel accèdent à des opportunités de cours d'alphabétisation/de calculs et aux formations « compétences de vie » afin de les accompagner dans un processus de développement personnel.

Assumptions & Risks

1) Hypothèses:

- La situation sécuritaire permet l'accès aux zones d'intervention du projet.
- Les autorités traditionnelles, étatiques ainsi que les acteurs locaux – le Préfet, le Sous-Préfet (depuis décembre 2017) les autorités religieuses - et du Ministère soutiennent la mise en œuvre du projet et y sont impliquées.
- Les acteurs présents dans les zones ciblées ont la volonté de coordonner les interventions.
- La communauté et la société civile sont partie prenante du projet de la zone et participent activement à l'action à travers une analyse des besoins mise contentement à jour.

2) Risques :

- Une dégradation de la situation sécuritaire dans les zones ciblées empêche l'accès aux bénéficiaires, la mise en œuvre et le suivi des activités. Le risque majeur est constitué par la recrudescence des affrontements menés par tout groupe armé et toutes les conséquences liées (menaces, enlèvements et violations graves des droits de l'homme). La complexité de la situation sécuritaire tient du fait qu'elle demeure imprévisible et fragile. Les risques sécuritaires les plus importants sont liés aux capacités limitées des forces de la MINUSCA et à la présence d'éléments armés sur les sites en la ville, avec des importants rassemblements de groupes armés dans les alentours.
- Un afflux important et imprévu de déplacés internes/retournés dans les zones ciblées augmente la pression sur les services (surtout sur les sites pour ce qui concerne les infrastructures WASH, les ressources humaines disponibles et les biens) et affecte le respect des normes de qualité INEE.
- Les autorités communautaires, étatiques et traditionnelles ne sont pas disponibles à une collaboration avec l'équipe du projet.

3) Mitigations :

- COOPI dispose d'un plan de sécurité prévoyant des mesures d'urgence et de contingence pour répondre à la grave dégradation du contexte sécuritaire. En cas de dégradation importante de la situation sécuritaire au niveau national entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national COOPI sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui de la coordination de Bangui.
- Une concertation régulière avec les autorités, les fora de coordination (clusters éducation, protection, SAG, OCHA, etc.) et les agences des Nations Unies permettra d'établir une réponse rapide dans le cas d'une augmentation imprévue du nombre des déplacés/retournés ou en cas de changement du contexte demandant une relocalisation des zones d'intervention.
- Au cours des dernières années, COOPI a développé des relations de collaboration positives avec les autorités étatiques et traditionnelles ainsi qu'avec les autres associations grâce à sa présence de longue date dans la zone.
- Un plan de suivi et monitoring mensuel permettra de s'adapter à un contexte changeant pour refléter l'évolution des risques et des besoins des populations affectées par le conflit.

COOPI a développé des outils de monitoring programmatique et financier mensuels qui seront utilisés aussi dans le cadre de ce projet. Les employés de COOPI seront en charge de partager de façon régulière les données désagrégées par âge et par sexe avec les clusters, toujours en respectant la sauvegarde des informations sensibles.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Education	# d'adolescents (désagrégé par sexe) ayant bénéficié de cours d'alphabétisation et compétences de vie			105	195	300

Means of Verification : Liste de présence, photos

Activities

Activity 1.2.1

Identification et sélection des jeunes filles-mères (65%) et jeunes garçons (35%) désœuvrés, les plus vulnérables nécessitant un soutien urgent et motivés pour s'impliquer dans un projet, en consultation avec les communautés, les personnes ressources, les mécanismes locaux existants, les autorités locales ainsi que le cluster éducation dans la zone du projet.

L'évaluation et la sélection se fera grâce au Comité de Suivi des Activités Educatives d'Obo qui rassemblera un comité d'évaluation formé par l'inspection académique, le personnel éducatif existant, les leaders communautaires, religieux, les représentants des différentes communautés, les membres des APE, des jeunes et des membres de la communauté représentatifs des différents types de personnes.

Activity 1.2.2

Conduite de cours d'alphabétisation/calcul et formation compétences de vie en faveur des jeunes filles-mères et jeunes garçons désœuvrés via 3 moniteurs. Les cours auront lieu dans l'ETAPE.

Une évaluation sur le terrain sera réalisée et permettra d'évaluer les besoins et les nécessités afin d'implémenter et proposer de nouvelles activités.

Normalement, si les moyens le permettent, la formation compétences de vie vise à l'apprentissage du tricot, pâtisserie/ boulangerie, poterie. Différentes thématiques sont également abordées et traitées avec les jeunes participants : la prévention des infections sexuellement transmissibles, les droits de la femme, l'éducation à la santé et à la reproduction.

Activity 1.2.3

Réhabilitation et équipement d'une ETAPE dans le site des déplacés des Peuhls.

Activity 1.2.4

Mise en place d'un mécanisme de feedbacks/plaintes.

Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place d'un mécanisme de feedback/plaintes au sein du projet afin de respecter le principe de redevabilité. Tout d'abord, les membres du comité de suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. De plus, les ETAPE et les EAE mis en place par COOPI seront aussi des lieux où les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter anonymement leurs feedbacks/plaintes aux staffs de COOPI grâce à des « feedback/complaint boxes ». Lors des réunions du comité de suivi, les feedbacks/plaintes reçus sont signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes seront gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du Comité.

Additional Targets :

Protection

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
Assurer l'accès des populations affectées à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur sûreté et leur dignité.	2018 - SO2: Respecter les droits fondamentaux : La protection des populations affectées et à risque de violations des droits humains est renforcée	50
Renforcer les mécanismes de protection à base communautaire et l'accès aux services essentiels de base	2018 - SO3: Préserver la dignité humaine : Les populations affectées et à risque ont accès à des services sociaux de base et leurs mécanismes de subsistance essentiels sont rétablis.	50

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le volet protection de la présente intervention proposée par COOPI participera aussi à l'atteinte des objectifs du HRP 2017-2019. En effet, l'intervention présentée par l'ONG internationale COOPI est en accord avec :
 -L'Objectif Spécifique 3 du Cluster Protection du PRH 2017-2019 intitulé « renforcer les mécanismes de protection à base communautaire et l'accès aux services de base essentiels » ; cela avec la mise en œuvre d'activités de formation des enseignants et maîtres-parents sur l'appui psychosocial afin de pouvoir identifier les enfants présentant des signaux psychosociaux d'alarme, des enfants séparés et non accompagnés, ou vulnérables pour les référer aux services de prise en charge dans la zone..
 -L'objectif Stratégique du PRH 2017-2019 : « respecter les droits fondamentaux : la protection des populations affectées et à risque de violations des droits humains est renforcée », cela grâce à l'ensemble des activités proposées par COOPI de renforcement des mécanismes de protection au sein des structures d'enseignement et par la mise en œuvre d'EAE et de centres d'écoutes pour la prise en charge psychosociale par les APS de COOPI.

Outcome 1

Les enfants et jeunes d'Obo ont un accès amélioré aux mécanismes de protection dans leur milieu d'apprentissage

Output 1.1

Description

3 830 enfants, jeunes et adultes (664 femmes, 612 hommes, 1 308 filles et 1 249 garçons) bénéficient de systèmes de sensibilisation, prévention et identification des problèmes psychosociaux et violations des droits de l'homme (dans le domaine de la Protection)

Assumptions & Risks

1) Hypothèses:
 -La situation sécuritaire permet l'accès à la zone d'intervention du projet.
 -Les autorités traditionnelles, étatiques ainsi que les acteurs éducatifs locaux et du Ministère de l'éducation soutiennent la mise en œuvre du projet et y sont impliquées.
 -Les acteurs présents dans les zones ciblées ont la volonté de coordonner leurs interventions.
 -Les communautés et parties prenantes du projet de la zone participent activement à l'action.

2) Risques:

Analyse de la situation (cf. partie contexte) :

-Une dégradation de la situation sécuritaire dans les zones ciblées pourrait empêcher l'accès aux bénéficiaires et la mise en œuvre et le suivi des activités.
 -Un afflux important et imprévu de déplacés internes/retournés dans les zones ciblées pourrait augmenter la pression sur les services éducatifs (infrastructures et ressources humaines disponibles) et affecter le respect des normes de qualité INEE.
 -Les autorités communautaires, étatiques, traditionnelles et les acteurs clefs du secteur éducatif pourraient ne pas être disponibles à une collaboration avec l'équipe du projet.

Analyse des risques :

-Dans un contexte tel que celui d'Obo où la LRA est présente dans la zone, les enfants/jeunes déscolarisés/découronnés font face :
 -aux risques d'exactions, de violations des droits humains, aux enlèvements, à l'exploitation, etc.
 -spécifiquement pour les garçons aux risques d'association aux groupes armés, d'implication dans la criminalité, de l'initiation à la drogue, etc.
 -spécifiquement pour les filles aux risques de mariage précoce/forcé, de grossesse précoce et non désirée, de prostitution, d'exploitation sexuelle et de VBG.

3) Mitigations :

-COOPI dispose d'un plan de sécurité prévoyant des mesures d'urgence et de contingence pour répondre à la grave dégradation du contexte sécuritaire. En cas de dégradation importante de la situation sécuritaire au niveau national entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national COOPI sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui de la coordination de Bangui.
 -Une concertation régulière avec les autorités, les fora de coordination (sous-clusters protection de l'enfance, SAG, OCHA, etc.) et les agences des Nations Unies permettra d'établir une réponse rapide dans le cas d'une augmentation imprévue du nombre des déplacés/retournés ou en cas de changement du contexte demandant une relocalisation des zones d'intervention.
 -Au cours des dernières années, COOPI a développé des relations de collaboration positives avec les autorités étatiques et traditionnelles ainsi qu'avec les autres associations grâce à sa présence de longue date dans la zone.
 -L'information auprès de la communauté, l'implication de la communauté dans toutes les phases du projet (notamment via le comité de suivi) ainsi que la possibilité donnée à la communauté de faire remonter des feedbacks/plaintes à COOPI permettra se mitiger les risques pouvant survenir durant la mise en œuvre du projet.
 -Face aux risques de protection dans la zone, COOPI s'appuiera sur une réponse directe psychosociale ainsi que sur le renforcement des capacités communautaires locales.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Protection	# d'acteurs (désagrégé par sexe) ayant été formés sur le rapportage et la prise en charge des cas d'exploitation d'abus sexuels (EAS) selon les protocoles de l'EHP	26	38	0	0	64
Means of Verification : Listes de présence, rapport de formation, photos							
Indicator 1.1.2	Protection	1/10 des 2810 (Indicateur 1.1.3) des victimes / jeunes filles, filles-mères, femmes selon les estimations calculées lors de l'évaluation de fin de Projet participent aux activités dans le carrefour communautaire					280
Means of Verification : Listes de présence, fiche de suivi des filles/jeunes femmes en situation de vulnérabilité							
Indicator 1.1.3	Protection	# d'enfants (désagrégé par sexe) vulnérables ayant bénéficié de programmes de réintégration socio-communautaires					2,810
Means of Verification : Listes de présence, fiche de suivi des enfants en situation de vulnérabilité							
Indicator 1.1.4	Protection	# de plaintes d'enfants collectées à travers les mécanismes de protection de l'enfance (RECOPE, EAE)					50
Means of Verification : feedback / complaint box							
Indicator 1.1.5	Protection	# d'enfants (filles et garçons) bénéficiant de soutien psychosocial à travers des Espaces Amis d'Enfants/clubs d'enfants ;					2,000
Means of Verification : 2 000 (40% de garçons et 60% de filles), nombre des bénéficiaires estimés selon les enfants appuyés lors du dernier projet.							
Moyens de vérification: Enregistrement des enfants, fiche d'identification							
Indicator 1.1.6	Protection	# d'EAE redynamisés					4
Means of Verification : Listes de présence, fiche de suivi des enfants en situation de vulnérabilité							

Activities

Activity 1.1.1

Mise à jour/renforcement des capacités du staff COOPI dédié aux activités de Protection de l'Enfance sur les thèmes de EAS par le Cluster Protection de l'Enfance et appui de la task force EAS.

Activity 1.1.2

Campagne de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de la protection et éducation (1.1.8) (dans le budget, à cause du manque d'espace/ limitation dans les lignes budgétaires imposée par la plateforme GMS, ces deux activités sont regroupés)

La modalité de réalisation des campagnes sera choisie selon l'appréciation des populations de ce genre d'intervention. Une première campagne sera réalisée en début et une seconde à mi parcours du projet.

Activity 1.1.3

Conduite d'activités créatives, récréatives, culturelles et sportives dans les EAE en faveur des enfants d'Obo. Les animateurs et agents psychosociaux (2+1 par EAE) mèneront des activités dans ces 4 EAE/Centre écoutes intégrés fixes afin de toucher les enfants de l'ensemble des différentes communautés présentes dans la ville. Cet encadrement permettra de favoriser le développement des enfants et assurera des lieux de protection des enfants. Ces activités seront aussi l'occasion pour les animateurs et Agents Psychosociaux de COOPI d'identifier les cas d'enfants victimes de VDH, de VBG, des ES/ENA/EAFGA et autres enfants extrêmement vulnérables et d'assurer la prise en charge complète de ces enfants adaptée à leur situation (prise en charge psychosociale par l'APS COOPI, référencement vers les structures de prise en charge médicales, etc.)

Activity 1.1.4

Redynamisation d'Espaces Amis d'Enfants (entretien et kits récréatifs) auprès des structures éducatives avec un point d'écoute à l'interne pour les entretiens individuels avec les enfants et référencement médical et assistance sociale aux enfants victimes de violences.

Tout d'abord, des activités sportives, culturelles et récréatives seront mises en place dans les EAE pour le développement du bien-être des enfants dans un espace protégé. De plus, sur la base de l'analyse de la situation de protection et des besoins relevés, le projet garantira des activités psychosociales de base pour les enfants (groupes d'échange, soutien mutuel entre pairs, activités ergo thérapeutiques et activités ludiques). Enfin, les agents psychosociaux de COOPI prendront en charge la réponse psychosociale des enfants/jeunes victimes de violations dans points d'écoute et référeront les victimes aux structures médicales existantes pour leur prise en charge médicale.

Activity 1.1.5

Formation des membres clefs de la communauté sur la protection de l'enfance et sur le circuit de référencement à Obo afin de les informer du recours et de l'appui auxquels ils ont le droit en cas d'incident de protection, VBG, EAS etc.

2 rencontres (une au début et une à demi-parcours du projet) avec le staff de COOPI et les agents psychosociaux formés à cet effet.

Cibles -> Formation globale des 8 RECOPs, 30 CPs plus 26 autorité autre pour la prise en charge des violations e sur la prise en charge des cas de VBG (Indicateur 1.1.1)

Activity 1.1.6

Organisation d'activités ergo-thérapeutiques dans les EAEs les jeunes filles, les filles-mères et femmes (spécialement les personnes victimes de VBG) supervisées par les moniteurs. Les activités ergo-thérapeutiques seront menées dans les EAEs suivant les besoins identifiés et selon la disponibilité du matériel sur place.

Activity 1.1.7

Identification des FAT (estimation de 24) afin de les former/renforcer sur la prise en charge alimentaire, sanitaire et sécuritaire, et sur l'accueil et l'encadrement éducatif et psychosocial des enfants.

Activity 1.1.8

Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG le nécessitant et assistance sociale. Dans le budget, nous avons inséré un forfait de référencement médical pour le paiement des médicaments, etc. basé sur l'expérience dans ce domaine dans les zones d'intervention du projet. A ce sujet, nous ne pouvons pas estimer une quantité exacte à cibler.

Activity 1.1.9

Mise en place d'un mécanisme de feedbacks/plaintes.

Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place d'un mécanisme de feedback/plaintes au sein du projet afin de respecter le principe de redevabilité. Tout d'abord, les membres du comité de suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. De plus, les ETAPE et les EAE mis en place par COOPI seront aussi des lieux où les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter anonymement leurs feedbacks/plaintes aux staffs de COOPI grâce à des « feedback/complaint boxes ». Lors des réunions du comité de suivi, les feedbacks/plaintes reçus sont signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes sont gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du comité de suivi.

Dans le budget, l'activité ne sera pas présente en tant que ligne budgétaire suivant l'ordre des activités du cadre logique, mais elle a été incorporé dans la ligne budgétaire générale de mise en place de mécanismes de feedbacks (au tout début de la sous rubrique dédiée aux activités).

Additional Targets :

Sécurité Alimentaire							
Cluster objectives		Strategic Response Plan (SRP) objectives			Percentage of activities		
Fournir une assistance alimentaire d'urgence aux personnes affectées et autonomiser immédiatement.		2018 - SO1: Sauver des vies : Les populations affectées par des chocs ont accès à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur sécurité et leur dignité.			70		
Renforcer l'accès à l'information en sécurité alimentaire des partenaires.		2018 - SO3: Préserver la dignité humaine : Les populations affectées et à risque ont accès à des services sociaux de base et leurs mécanismes de subsistance essentiels sont rétablis.			30		
<p>Contribution to Cluster/Sector Objectives : Les combats entre groupes armés et les exactions contraignent les populations à se déplacer et cela depuis plus de quatre ans, réduisant leur capacité de résilience tout en éloignant les perspectives de retour. Comme la stratégie le dit, l'intervention que COOPI envisage dans ce secteur s'insère dans un cadre holistique, en lien avec l'éducation et en complément avec le secteur protection. En effet, grâce à la fourniture des intrants agricoles aux six Associations des Parents des Elèves (APEs), ces derniers seront non seulement appuyés dans leurs activités génératrices de revenus (AGR) et dans la relance de la production agricole, mais ils seront encouragés à s'organiser pour pouvoir - une fois le projet terminé - soutenir les primes des ME/E. Ceci, de manière à poser les bases d'une contribution à la création avec les acteurs nationaux et publiques, sur la base des options incluses dans la stratégie des solutions durables.</p> <p>En outre, sachant que l'agriculture (38%)* est la principale source de revenus et de moyens de subsistance de la population de Obo, la réponse apportée s'efforcera d'améliorer l'accès aux intrants agricoles essentiels (maintien de la production). Ces actions s'articulent pleinement avec les Priorités du Pilier 2 du RCPA (Renouveler le contrat social entre l'Etat et la population) en sa Composante 3 (Assurer la sécurité alimentaire et la résilience).</p> <p>* (résultats des Enquêtes Alimentaires effectuées par COOPI en collaboration avec la FAO, août 2018)</p>							
Outcome 1							
Six Associations des Parents des Elèves, APEs (composé officiellement de 30 personnes, mais qui représentent et impliquent tous les parents) développent des AGR pour soutenir les écoles.							
Output 1.1							
Description							
Les six APE sont appuyés en intrants agricoles (production maraîchère et vivrière).							
Assumptions & Risks							
<p>1) Hypothèses:</p> <ul style="list-style-type: none"> -La situation sécuritaire permet l'accès à la zone d'intervention du projet. -Les autorités traditionnelles, étatiques ainsi que les acteurs locaux soutiennent la mise en œuvre du projet et y sont impliquées. -Les acteurs présents dans les zones ciblées ont la volonté de coordonner leurs interventions. -Les communautés et parties prenantes du projet de la zone participent activement à l'action. <p>2) Risques :</p> <p>Analyse de la situation (cf. partie contexte) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Une dégradation de la situation sécuritaire dans les zones ciblées pourrait empêcher l'accès aux bénéficiaires et la mise en œuvre et le suivi des activités. -Un afflux important et imprévu de déplacés internes/retournés dans les zones ciblées pourrait augmenter la pression sur les services éducatifs (infrastructures et ressources humaines disponibles) et affecter le respect des normes de qualité INEE. -Les autorités communautaires, étatiques, traditionnelles pourraient ne pas être disponibles à une collaboration avec l'équipe du projet. <p>Analyse des risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Dans un contexte tel que celui d'Obo où la LRA est présente dans la zone, les enfants/jeunes déscolarisés/désœuvrés font face : -aux risques d'exactions, de violations des droits humains, aux enlèvements, à l'exploitation, etc.. -Risques liés aux tensions qui pourraient se développer dans la communauté face au soutien important apporté aux parents des élèves. -Risques liés à la géographie, à la pluviosité et à la morphologie du terrain. <p>3) Mitigations :</p> <ul style="list-style-type: none"> -COOPI dispose d'un plan de sécurité prévoyant des mesures d'urgence et de contingence pour répondre à la grave dégradation du contexte sécuritaire. En cas de dégradation importante de la situation sécuritaire au niveau national entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national COOPI sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui de la coordination de Bangui. -Une concertation régulière avec les autorités, les fora de coordination (clusters, SAG, OCHA, etc.) et les agences des Nations Unies permettra d'établir une réponse rapide dans le cas d'une augmentation imprévue du nombre des déplacés/retournés ou en cas de changement du contexte demandant une relocalisation des zones d'intervention. -Au cours des dernières années, COOPI a développé des relations de collaboration positives avec les autorités étatiques et traditionnelles ainsi qu'avec les autres associations grâce à sa présence de longue date dans la zone. -L'information auprès de la communauté, l'implication de la communauté dans toutes les phases du projet (notamment via le comité de suivi) ainsi que la possibilité donnée à la communauté de faire remonter des feedbacks/plaintes à COOPI permettra de mitiger les risques pouvant survenir durant la mise en œuvre du projet. -Face aux risques de protection dans la zone, COOPI s'appuiera sur une réponse directe psychosociale ainsi que sur le renforcement des capacités communautaires locales. 							
Indicators							
			End cycle beneficiaries				End cycle
Code	Cluster	Indicator	Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Sécurité Alimentaire	# de ménages (désagrégé par sexe du chef de ménage) affectés ayant reçu des intrants agricoles	0	0	40	60	100
Means of Verification : **POURCENTAGE**							
Fiche de présence, factures, fiches de décharges, photos							
Comme déjà expliqué, à ce stade ça sera difficile de fournir un indicateur/personnes.							
COOPI voudrait souligner le fait que l'indicateur "ménages" correspond toutefois aux membres des Associations des Parents d'élèves.							
Indicator 1.1.2	Sécurité Alimentaire	# d'outils agricoles achetés et distribués / kits					6
Means of Verification : Fiches de décharge, factures							
6 kit par APEs							
Activities							
Activity 1.1.1							
<p>Formation à deux phases au sein des APEs sur l'importance du travail en association avec le but de développer des AGR qui non seulement pourront leur permettre de soutenir l'éducation de leurs enfants grâce au soutien des E/MP mais qui vont leur permettre de développer leur résilience socio-économique.</p> <p>La formation abordera plusieurs thèmes : (i) renforcement des capacités institutionnelles afin de solidifier l'association afin qu'elle soit capable de gérer une micro entreprise (ii) droits et devoirs des membres et participation des femmes abordé par un Agent du Ministère des Affaires Sociales ; (iii) mécanismes de prises de décision (bonne gouvernance) donné par un représentant de la Préfecture ; (iv) gestion financière (compte d'exploitation) par un agent du PNUD du Projet PNUD à l'impact Rapide à Obo.</p> <p>Ici, il s'agit donc également de créer une responsabilité économique pour les membres des APEs et de les éduquer à ce qu'ils soutiennent l'éducation de leurs enfants.</p>							
Activity 1.1.2							
<p>Formation au sein des APEs sur les techniques agricoles plus adaptées aux choix des activités choisies. En outre, les parents seront aussi sensibilisés sur les bonnes pratiques alimentaires grâce à un expert COOPI dans la Nutrition et la sécurité Alimentaire.</p> <p>A la fin du projet, l'expert COOPI rencontrera de nouveaux les membres de l'APE afin de procéder à suivi, les consulter, répondre à leurs interrogations et voir ce qu'il est possible d'améliorer avant la clôture du projet et afin de pérenniser le savoir enseigné.</p>							
Activity 1.1.3							
<p>Achat et distribution des intrants agricoles auprès de 6 APEs. a) Pour les 6 groupements on aura, un total de 4.500m² ou 0,45ha à mettre en valeur; b) Par groupement, un kit APE de : Arrosoirs, houes Ceylan, Râteaux, Pelles carrées, Pelles rondes et autre outils ; c) Tenant compte des habitudes alimentaires des ménages d'Obo et du fait qu'en saison sèche il y a une raréfaction de certains produits maraîchers sur le marché, seront considérés le gombo, le tomate, l'amarante, l'épinard, la laitue, le concombre, l'oignon et le chou.</p>							
Additional Targets :							

Coordination et Gestion de camps							
Cluster objectives		Strategic Response Plan (SRP) objectives			Percentage of activities		
Assurer la protection et l'assistance à la population affectée dans les sites et en familles d'accueil à travers les mécanismes et outils appropriés du CCCM.		2018 - SO3: Préserver la dignité humaine : Les populations affectées et à risque ont accès à des services sociaux de base et leurs mécanismes de subsistance essentiels sont rétablis.			100		
<p>Contribution to Cluster/Sector Objectives : Dans le procès d'individuation et de conception de l'intervention ici proposée, une approche basée sur l'optimisation des ressources limitées à travers une analyse approfondie vise à structurer des activités selon les propriétés de la courante allocation. Cette « analyse » vise à cibler les zones où les besoins sont considérés « sévères » par les clusters et les sous-clusters et où COOPI pourrait intervenir immédiatement grâce à sa présence opérationnelle sur le terrain.</p> <p>La réponse que COOPI propose avec cette proposition de projet est intégrée et multisectorielle, entre les Clusters Education, ABRIS / NFI / CCCM, Protection et Sécurité Alimentaire permettant d'avoir une réponse intégrée aux besoins de la population et augmenter l'impact de l'action. Enfin, grâce à une expérience avérée dans la gestion des projets intégrés et multisectoriels en RCA (sous financement FH, Banque Mondiale, UNICEF et ECHO) et si le contexte humanitaire le permettra, COOPI sera en capacité de réorienter ses activités pour appuyer les éventuels initiatives de retour, en ligne avec priorités stratégiques du PRH.</p> <p>Tout d'abord, comme largement exprimé dans le paragraphe « Link with allocation strategy », le projet présenté par COOPI est en totale synergie avec les priorités du Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 en République Centrafricaine. Pour ce qui concerne les quatre Clusters impliqués dans cette proposition d'action, pour le domaine CCCM, COOPI, il est envisagé d'assister les déplacés avec la gestion directe light des sites à travers la coordination, la facilitation et la gestion de ceux-ci pour permettre de renforcer la protection de tous les groupes de la population et d'assurer leur accès aux services minimum. Les responsables des sites et les délégués seront formés et outillés à mener également ces activités qui permettront la sortie progressive de COOPI en tant que gestionnaire des sites. L'enregistrement désagrégé et le profilage de la population déplacée permettent de mieux cibler l'assistance et de rendre cette dernière plus équitable en tenant compte des besoins spécifiques (sur la base des critères de vulnérabilité décidés lors des rencontres avec la communauté). Pour ce qui concerne le cluster ABRIS/NFI/CCCM, la mise en œuvre du présent projet contribuera à l'atteinte des objectifs spécifiques comme suit : OS Cluster N. 3 : « Assurer la protection et l'assistance à la population affectée dans les sites et en familles d'accueil à travers les mécanismes et outils appropriés du CCCM » (APPUIE L'OS3). Cela notamment grâce à la mise en place des activités de CCCM, d'enregistrement et de profilage de la population déplacée.</p>							
Outcome 1							
Apporter une assistance aux besoins urgents des déplacés auprès des sites et dans les FAT pour les populations les plus affectées par les conflits à Obo							
Output 1.1							
Description							
Amélioration de la gestion et de la coordination des sites dans les zones de Obo directement pour un total de 14 907 personnes (sur les 8 sites d'Obo) via le présent projet FH, en synergie avec le CNR							
Assumptions & Risks							
<p>1) Hypothèses:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La situation sécuritaire permet l'accès aux zones d'intervention du projet. - Les autorités traditionnelles, étatiques ainsi que les acteurs locaux – le Préfet, le Sous-Préfet, les autorités religieuses - soutiennent la mise en œuvre du projet et y sont impliquées. -Les acteurs présents dans les zones ciblées ont la volonté de coordonner les interventions. -La communauté et la société civile sont partie prenante du projet de la zone et participent activement à l'action à travers une analyse des besoins mise contentement à jour. <p>2) Risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Une dégradation de la situation sécuritaire dans les zones ciblées empêche l'accès aux bénéficiaires et la mise en œuvre et le suivi des activités. Le risque majeur est constitué par la recrudescence des affrontements menés par tout groupe armé et toutes les conséquences liées (menaces, enlèvements et violations graves des droits de l'homme). La complexité de la situation sécuritaire tient du fait qu'elle demeure imprévisible et fragile. Les risques sécuritaires les plus importants sont liés aux capacités limitées des forces (FACA et MINUSCA) et à la présence d'éléments armés dans les alentours de la ville. -Un afflux important et imprévu de déplacés internes/retournés dans les zones ciblées augmente la pression sur les services (surtout sur les sites pour ce qui concerne les infrastructures WASH, les ressources humaines disponibles et les biens) et affecte le respect des normes de qualité INEE. -Les autorités communautaires, étatiques et traditionnelles ne sont pas disponibles à une collaboration avec l'équipe du projet. <p>3) Mitigations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avant tout, même si COOPI ne sera pas en charge du mécanisme du « Monitoring de protection » participera grandement à une très fine connaissance des dynamiques conflictuelles en place et des tendances liées aux incidents de protection. La présence à l'intérieur des sites permettra à COOPI de mesurer au plus près les possibles tendances et d'adapter ses interventions lorsque nécessaire. - COOPI dispose d'un plan de sécurité prévoyant des mesures d'urgence et de contingence pour répondre à la grave dégradation du contexte sécuritaire. En cas de dégradation importante de la situation sécuritaire au niveau national entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national COOPI sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui de la coordination de Bangui. - Une concertation régulière avec les autorités, les fora de coordination (clusters CCCM,GT CCCM, protection, SAG, OCHA, etc.) et les agences des Nations Unies permettra d'établir une réponse rapide dans le cas d'une augmentation imprévue du nombre des déplacés/retournés ou en cas de changement du contexte demandant une relocalisation des zones d'intervention. - Au cours des dernières années, COOPI a développé des relations de collaboration positives avec les autorités étatiques et traditionnelles ainsi qu'avec les autres associations grâce à sa présence de longue date dans la zone. - Un plan de suivi et monitoring mensuel permettra de s'adapter à un contexte changeant pour refléter l'évolution des risques et des besoins des populations affectées par le conflit. <p>COOPI a développé des outils de monitoring programmatique et financier mensuels qui seront utilisés aussi dans le cadre de ce projet. Les employés de COOPI seront en charge de partager de façon régulière les données désagrégées par âge et par sexe avec les clusters, toujours en respectant la sauvegarde des informations sensibles.</p>							
Indicators							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Coordination et Gestion de camps	# de personnes (désagrégé par sexe) ayant bénéficié de formations en coordination et gestion de sites (CCCM)	0	0	16	22	38
Means of Verification : listes de présence aux formations, fiche de donation des kits, fiche de présence des participants dans les réunions mensuelles de coordination des sites							
Indicator 1.1.2	Coordination et Gestion de camps	# Suivi de Mouvement des Populations (SMP) mensuels partagées avec le Cluster Protection et le HCR					7
Means of Verification : SMP partagés avec le Cluster CCCM et le HCR (1 SMP pendant 7 mois) et la matrice mensuelle du Cluster CCCM.							
N.B. :7 mois sont comptés sur les 8 mois de projet car le premier mois nécessitera du temps pour le renforcement du réseau de collecte des données, de ce fait, la collecte effective des données sera possible qu'à partir du deuxième mois de projet.							
Indicator 1.1.3	Coordination et Gestion de camps	% de femmes dans les comités représentatifs des PDIs dans les sites					50
Means of Verification : listes des comités, liste de participants aux réunions mensuelles dans les sites							
Indicator 1.1.4	Coordination et Gestion de camps	# de plaintes collectes à travers les mécanismes de feedback (RECOPE, CPs, autres acteurs clé, etc),					50
Means of Verification : feedback/complaint box, boîte à suggestions et toute autres formes d'évaluation participatives évaluées avant et lors de la mise en oeuvre du projet							
Activités							
Activity 1.1.1							
Appui pour la vérification et validation des personnes ressources déjà impliquées dans la gestion des sites ; appui pour la vérification et la validation des personnes clefs et définition et approbation de leurs rôles et responsabilités dans la gestion des sites (chefs de blocs, leaders communautaires, différents comités existants par exemple comités de jeunes, de femmes, comités WASH, etc.).							
Activity 1.1.2							
Renforcement des capacités et connaissances des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites sur les différentes thématiques de la protection et sur différentes thématiques organisationnelles et de gestion des sites. Deux sessions de formation (début et mi-parcours) auprès des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites (chefs de blocs, leaders communautaires, chefs religieux, comités divers, etc.) seront organisées par le staff COOPI sur les différentes thématiques de la protection. En outre, deux sessions de formation (début et mi-parcours) auprès de ces mêmes ressources seront organisées par le staff COOPI sur différentes thématiques organisationnelles (gouvernance, conduite des réunions, leadership, etc.).							
Nombre des participants estimé à 38, chefs de blocs, leaders, chefs communautaires, comités divers etc. leaders/chefs religieux soutenus par le projet (chiffre pouvant évoluer pendant la mise en œuvre). L'ensemble de ces activités de renforcement des capacités des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites visera à renforcer leurs compétences et à améliorer leur bonne auto-gouvernance, dans une optique d'autonomisation.							
Activity 1.1.3							
Appui dans la gestion des sites. Une réunion de coordination de tous les acteurs intervenants dans les sites sera organisée 1 fois par mois. Cette réunion mensuelle est l'occasion : (i) de présenter le rapport de gestion du site sur les informations par secteur, (ii) de mener un travail de plaidoyer concernant les gaps et/ou problèmes observés et (iii) de gérer les problématiques administratives et sécuritaires du site. Le staff de COOPI sera en charge d'appuyer la bonne conduite des réunions de coordination dans les sites qui impliqueront les ressources clé dans la gestion des sites. L'ensemble de ces activités de renforcement des capacités des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites visera à renforcer leurs compétences et à améliorer leur bonne auto-gouvernance.							
Activity 1.1.4							

Renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations en se basant sur les mécanismes existants (RECOPs, CPs) à l'intérieur des sites. L'enregistrement, le profilage et le suivi des mouvements de population (SMP) seront menés à l'intérieur des sites et avec les acteurs directement impliqués dans le CCCM. Pour cette activité de renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations en se basant sur les mécanismes existants (RECOPs, CPs), COOPI mènera une formation / recyclage pour le renforcement des capacités des mécanismes de protection existants (RECOPs, CPs) sur diverses thématiques : MP, collecte et remontée d'informations sur les incidents de protection, CCCM, typologies de VBG/VDH, PE, circuits de référencement, etc. En plus de cela, tous les RECOPs soutenus par le projet, notamment 8 (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) bénéficieront d'un kit RECOPs (bottes, imperméables, porte-folio, cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.) afin de les appuyer dans la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles dans les sites. Enfin, tous les 30 CPs impliqués/soutenus par le projet (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) seront aussi appuyés et motivés via la distribution de kits (cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.) pour la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles.

Activity 1.1.5

Enregistrement, profilage et suivi des mouvements de population (SMP) dans les sites et auprès des PDIs dans les FAT, en fonction de l'accès sécuritaire.

L'enregistrement, le profilage et le suivi des mouvements de population (SMP) seront menés à l'intérieur des sites est donc en lien avec le volet CCCM et avec les acteurs directement impliqués dans le CCCM.

Activity 1.1.6

Mise en place d'un mécanisme de feedbacks/plaintes.

Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place d'un mécanisme de feedback/plaintes au sein du projet. Tout d'abord, les membres du comité de suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. De plus, les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter anonymement leurs feedbacks/plaintes aux staffs de COOPI grâce à des « feedback/complaint boxes ». Lors des réunions du comité de suivi, les feedbacks/plaintes reçus sont signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes sont gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du comité de suivi, en coordination avec le bureau de Bangui pour faire remonter toute information au Clusters et à qui de droit.

Dans le budget, l'activité ne sera pas présente en tant que ligne budgétaire suivant l'ordre des activités du cadre logique, mais elle a été incorporé dans la ligne budgétaire générale de mise en place de mécanismes de feedbacks (au tout début de la sous rubrique dédiée aux activités).

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

Le monitoring, le reporting et l'évaluation du projet seront effectués à deux niveaux :

1) Au niveau du terrain, soit l'équipe du projet soit les communautés des zones ciblées seront impliquées dans ces phases. Un plan de suivi sera mis en œuvre en fonction de la programmation initiale faite et conformément au chronogramme approuvé. Le Chef de Projet organisera des réunions hebdomadaires avec l'équipe pour la planification des activités de la semaine et la vérification de celles de la semaine précédente (le CR de ces réunions sera partagé avec la Chargé de Programme). En outre il/elle suivra jour par jour le staff et les activités sur le terrain. Les gestionnaires des activités, les Superviseurs, les APS, les Moniteurs et les Animateurs devront remplir des fiches de suivi après chaque activité réalisée avec les bénéficiaires et ces données (désagrégées par âge et sexe) seront par la suite élaborées au cours des réunions d'équipe hebdomadaires pour le besoin de reformulation et réadaptation des activités en cours de réalisation. Les Superviseurs d'équipe assureront un suivi des agents éducatif/psychosociaux et des animateurs sur le terrain. Le suivi des activités sur le terrain se traduira par la production régulière de rapports de missions de terrain soumis pour validation au Chef de Projet. Le Chef de Projet restera à Obo sur le terrain pour vérifier les données, l'implication des communautés et l'implémentation et le suivi de l'intervention même. Ce monitoring de terrain sera fait en incluant les avis/points de vue des communautés ciblées, qui leur sera demandé périodiquement à travers l'utilisation de fiches spécifiques à être remplies soit individuellement, soit collectivement, à travers des focus group, feedback box et tout mécanisme utile servant à recueillir des informations de la part de bénéficiaires.

2) Au niveau de la Coordination Pays COOPI, le Chef de Projet et les équipes seront supportées dans le monitoring programmatique par la coordination (en particulier par la Chargée de Programmes) qui garantira la qualité du monitoring du projet à travers l'utilisation mensuelle des outils de monitoring interne de COOPI pour suivre l'avancement des indicateurs de projet et le déroulement des activités sur le terrain, en offrant aussi un soutien lorsque nécessaire. Au niveau de la capitale, COOPI facilitera l'échange d'informations du terrain avec les mécanismes de coordination humanitaire présents à Bangui, notamment le cluster Sécurité Alimentaire, le cluster ABRIS/NFI/CCCM, le cluster Education et les sous clusters Protection de l'Enfance et VBG, spécifiquement pour le partage de données (désagrégées par âge et sexe), analyses ressortant de la mise en œuvre, les services offerts et la coordination avec d'autres organisations humanitaires présentes sur place. Un suivi régulier et minutieux des gaps, le partage des alertes et des besoins émergents, un partage régulier d'information avec les partenaires présents dans la zone d'implémentation et l'équipe de coordination des clusters seront assurés via la Coordination de Bangui.

La coordination de Bangui gardera aussi des relations régulières avec le FH, pour garantir la remise des rapports programmatique et financier du projet, ainsi que des moments de discussion et échange sur le déroulement de l'action. Le Chef de Mission reste le responsable final de l'action et il veillera à ce que la mise en place des activités corresponde aux engagements établis dans le contrat.

Workplan													
Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Coordination et Gestion de camps: Activity 1.1.1: Appui pour la vérification et validation des personnes ressources déjà impliquées dans la gestion des sites ; appui pour la vérification et la validation des personnes clefs et définition et approbation de leurs rôles et responsabilités dans la gestion des sites (chefs de blocs, leaders communautaires, différents comités existants par exemple comités de jeunes, de femmes, comités WASH, etc.).	2018												X
	2019	X	X	X	X	X	X						
Coordination et Gestion de camps: Activity 1.1.2: Renforcement des capacités et connaissances des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites sur les différentes thématiques de la protection et sur différentes thématiques organisationnelles et de gestion des sites. Deux sessions de formation (début et mi-parcours) auprès des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites (chefs de blocs, leaders communautaires, chefs religieux, comités divers, etc.) seront organisées par le staff COOPI sur les différentes thématiques de la protection. En outre, deux sessions de formation (début et mi-parcours) auprès de ces mêmes ressources seront organisées par le staff COOPI sur différentes thématiques organisationnelles (gouvernance, conduite des réunions, leadership, etc.). Nombre des participants estimé à 38, chefs de blocs, leaders, chefs communautaires, comités divers etc. leaders/chefs religieux soutenus par le projet (chiffre pouvant évoluer pendant la mise en œuvre). L'ensemble de ces activités de renforcement des capacités des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites visera à renforcer leurs compétences et à améliorer leur bonne auto-gouvernance, dans une optique d'autonomisation.	2018												
	2019		X				X						
Coordination et Gestion de camps: Activity 1.1.3: Appui dans la gestion des sites. Une réunion de coordination de tous les acteurs intervenants dans les sites sera organisée 1 fois par mois. Cette réunion mensuelle est l'occasion : (i) de présenter le rapport de gestion du site sur les informations par secteur, (ii) de mener un travail de plaidoyer concernant les gaps et/ou problèmes observés et (iii) de gérer les problématiques administratives et sécuritaires du site. Le staff de COOPI sera en charge d'appuyer la bonne conduite des réunions de coordination dans les sites qui impliqueront les ressources clé dans la gestion des sites. L'ensemble de ces activités de renforcement des capacités des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites visera à renforcer leurs compétences et à améliorer leur bonne auto-gouvernance.	2018												
	2019	X	X	X	X	X	X	X					
Coordination et Gestion de camps: Activity 1.1.4: Renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations en se basant sur les mécanismes existants (RECOPs, CPs) à l'intérieur des sites. L'enregistrement, le profilage et le suivi des mouvements de population (SMP) seront menés à l'intérieur des sites et avec les acteurs directement impliqués dans le CCCM. Pour cette activité de renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations en se basant sur les mécanismes existants (RECOPs, CPs), COOPI mènera une formation / recyclage pour le renforcement des capacités des mécanismes de protection existants (RECOPs, CPs) sur diverses thématiques : MP, collecte et remontée d'informations sur les incidents de protection, CCCM, typologies de VBG/VDH, PE, circuits de référencement, etc. En plus de cela, tous les RECOPs soutenus par le projet, notamment 8 (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) bénéficieront d'un kit RECOPs (bottes, imperméables, porte-folio, cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.) afin de les appuyer dans la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles dans les sites. Enfin, tous les 30 CPs impliqués/soutenus par le projet (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) seront aussi appuyés et motivés via la distribution de kits (cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.) pour la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles.	2018												
	2019	X	X	X	X	X	X	X					
Coordination et Gestion de camps: Activity 1.1.5: Enregistrement, profilage et suivi des mouvements de population (SMP) dans les sites et auprès des PDIs dans les FAT, en fonction de l'accès sécuritaire. L'enregistrement, le profilage et le suivi des mouvements de population (SMP) seront menés à l'intérieur des sites est donc en lien avec le volet CCCM et avec les acteurs directement impliqués dans le CCCM.	2018												
	2019	X	X	X	X	X	X						

<p>Coordination et Gestion de camps: Activity 1.1.6: Mise en place d'un mécanisme de feedbacks/plaintes.</p> <p>Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place d'un mécanisme de feedback/plaintes au sein du projet. Tout d'abord, les membres du comité de suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. De plus, les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter anonymement leurs feedbacks/plaintes aux staffs de COOPI grâce à des « feedback/complaint boxes ». Lors des réunions du comité de suivi, les feedbacks/plaintes reçus sont signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes sont gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du comité de suivi, en coordination avec le bureau de Bangui pour faire remonter toute information au Clusters et à qui de droit.</p> <p>Dans le budget, l'activité ne sera pas présente en tant que ligne budgétaire suivant l'ordre des activités du cadre logique, mais elle a été incorporé dans la ligne budgétaire générale de mise en place de mécanismes de feedbacks (au tout début de la sous rubrique dédiée aux activités).</p>	2018																			
	2019	X	X	X	X	X	X	X												
<p>Education: Activity 1.1.1: Réunion de lancement du projet avec le Comité de Suivi des activités éducatives d'Obo du Fondamental I (composé de 30 membres -21 hommes et 9 femmes- membre de l'inspection académique (IA), du personnel éducatif existant, représentants des leaders communautaires, religieux, les représentants des différentes communautés, 1 représentant des membres des APE par école, des enfants et des membres de la communauté représentatifs des différents types de personnes), l'ensemble des leaders communautaires, chefs religieux, chefs de quartiers, représentants des sites. Débats et validation des activités du projet et des approches adoptées.</p>	2018																			X
	2019																			
<p>Education: Activity 1.1.10: Conduite de cours de rattrapage scolaire pour les enfants sortis du système éducatif (estimés à 250 déscolarisés + 70 Peuhls de l'ETAPes) en parallèle de leur réintégration dans les structures scolaires existantes. Les maîtres-parents formés par COOPI prendront en charge la mise en œuvre de cours de rattrapage pour les élèves en fonction de leur niveau et besoins d'apprentissage. L'ETAPE est normalement pour les enfants Peuhls mais si des enfants déscolarisés sont identifiés (estimation 250 pour la durée du projet), ils seront intégrés aux cours de rattrapage et à un accompagnement vers une structure formelle.</p> <p>Un mécanisme de référencement systématique des enfants vérifiés sera mis en place dans l'ETAPE, réalisé par la présence (tous les jours ouvrables) d'au moins un agent COOPI sur place qui accueille les élèves, oriente et identifie les besoins de ces derniers auprès des maitres-parents pour leur mise en classe. Trois niveaux (CI, CP, CE1) ont été retenus pour cette remise à niveau avec les filières suivantes: grammaire, expression écrite, orthographe, conjugaison, éducation à la citoyenneté, géographie et science d'observation. Ces matières varient selon les niveaux des élèves et sont en adéquation avec les normes d'emploi du temps des écoles en situation d'urgence proposées par UNICEF. L'équipe de l'inspection quant à lui fera des visites de classe, avec deux passages dans l'ETAPE par semaine, vérification des fiches de préparation des cours, les progressions des objectifs fixés hebdomadairement et la qualité de l'enseignement.</p> <p>Si l'affluence est conséquente et que l'espace de l'ETAPE ne suffit pas, les cours de rattrapages pourront avoir lieu dans une salle de classe après les cours</p>	2018																			
	2019	X	X	X	X	X	X	X	X											
<p>Education: Activity 1.1.2: Suivi du Comité de Suivi des activités éducatives d'Obo Réunions mensuelles, qui permettent d'identifier et de recadrer les activités car le Comité joue le rôle d'interface entre le projet et les bénéficiaires</p>	2018																			
	2019	X	X	X	X	X	X	X												
<p>Education: Activity 1.1.3: Formations / renforcement des E/MP en compétences pédagogiques Les (63) + (8) E/MP seront formés/renforcés pour un total d'environ 30 jours sur la durée du projet : ces formations seront organisées lors des vacances scolaires (vacances de Noël, etc.). Les 63 E/MP sont ceux de Obo et les 8 sont des EM/P de Bambouti qui participeront à ces sessions suite à un plaidoyer du Comité de Suivi pour les inclure dans ces sessions car Bambouti n'a pas d'écoles formelles et de personnel compétent depuis 20 ans. Les députés de Bambouti sont d'ailleurs en contact avec la MINUSCA pour faire réhabiliter l'école de cette localité.</p> <p>C'est l'inspecteur académique appuyé par le chef secteur qui sera en charge de mettre à jour et renforcer les capacités et connaissances des maîtres-parents. Le renforcement des compétences et connaissances des maitres-parents est primordiale pour améliorer la qualité de l'éducation fournie aux élèves ainsi que la motivation des maîtres-parents dans leur travail. Cette intervention aura un impact durable au sein de la communauté et perdurera après la fin du projet.</p>	2018																			
	2019	X		X		X														
<p>Education: Activity 1.1.4: Formation / renforcement des E/MP en appui psychosocial Les E/MP seront formés/renforcés en appui psychosocial, sur l'identification des enfants victimes de VDH, de VBG, des ES/ENA/EAFGA et autres enfants extrêmement vulnérables et sur leur référencement vers les structures appropriées.</p> <p>3 formations (au début, à la moitié, éventuellement 1 formation vers le 6/7 mois du projet) de 3 jours pédagogiques et thématiques des enseignants, maîtres-parents sur l'identification des enfants présentant des problèmes psychosociaux, sur la prévention contre les VBG et abus en milieu scolaire, sur le référencement des cas de violation et sur le référencement et la mise en œuvre d'éventuels cas de réunification familiale leurs seront aussi dispensées par COOPI en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale (MEN) et des inspecteurs qui ont des connaissances en appui psychosocial. Ces formations permettront aux personnes ciblées de la communauté d'acquérir des compétences sur l'identification et sur la prévention. Grace à cela, à la fin du projet, ces personnes seront en mesure de continuer à identifier et à référer les enfants/jeunes victimes de violations aux structures adéquates pour une prise en charge psychosociale et/ou médicale adaptée par des professionnels. Ce mécanisme de protection communautaire perdurera à la fin du projet.</p>	2018																			
	2019	X		X		X														
<p>Education: Activity 1.1.5: Appui pour le transport des MP (8) – car 20 ans sans écoles à Bambouti - et villages alentours d'Obo jusqu'à Obo lors des formations pédagogiques et en appui psychosocial Les E/MP seront soutenus pour leur déplacement jusqu'à Obo ainsi que pour leur logement pendant leur séjour afin qu'ils puissent en bénéficier conjointement aux formations</p>	2018																			
	2019	X		X		X														
<p>Education: Activity 1.1.6: Discussions/ rencontres auprès des parents d'élèves: éducation comme droit inaliénable des enfants, obligation pour les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, suivi des enfants, appui aux devoirs, etc. L'accent sera mis sur la nécessaire responsabilisation des parents quant à l'éducation de leurs enfants : paiement des frais de scolarité, suivi du parcours scolaire etc. Les sensibilisations seront conduites dans les écoles grâce au staff COOPI avec le Comité de Suivi des Activités Educatives d'Obo du Fondamental I, les APEs, les chefs de quartiers de chaque école et le Ministère de l'Education Nationale pour une implication à 360° des autorités locales.</p> <p>Cette activité s'inscrit dans un processus de renforcement des campagnes de sensibilisations déjà réalisées par ACTED.</p>	2018																			
	2019		X			X		X												
<p>Education: Activity 1.1.7: Primes. Appui pour la fidélisation des 63 MP (appui pour le paiement des primes) et Suivi continu des MP par l'Inspecteur Académique, les Chefs Secteurs et le staff du projet.</p> <p>Grâce à un système de subsides pour motiver les maîtres-parents dans leur travail. Le Comité de Suivi des Activités d'Education à Obo évaluera la situation et les maitres-parents des ETAPes et des écoles seront soutenus de façon harmonisée, en respectant les recommandations du cluster Education et l'homogénéisation en cours au niveau de l'UNICEF et du Ministère de l'Education. Un suivi des MP aura également lieu et sera dirigé par l'Inspecteur Académique, les Chefs Secteurs et le staff du projet.</p>	2018																			
	2019	X				X				X										
<p>Education: Activity 1.1.8: Campagne / Sensibilisations communautaires sur l'importance de l'éducation. Ces sensibilisations compteront sur l'implication et la participation et active des leaders communautaires/chefs religieux/chefs de quartiers et des APEs. Responsabilisation des parents Secteurs formels (appui), et secteur informel (importance de l'éducation) 3 sensibilisations/campagnes auront lieu (prestation pour théâtre, sonorisation, repas communautaires, projection des films), dans un souci d'accessibilité à tous, elles se dérouleront par le biais de prestation théâtrale, sonorisation, projection de films. Afin de créer une ambiance participative et d'inclure la communauté dans cette activité, un repas communautaire sera également préparé par leur soin.</p> <p>Cette activité s'inscrit dans un processus de renforcement des campagnes de sensibilisations déjà réalisées par ACTED.</p>	2018																			
	2019	X				X				X										

Education: Activity 1.1.9: Réunion des membres de l'Inspection Académique, des directeurs des écoles, APEs et des personnes clefs pour débattre et proposer une solution pour le paiement des primes des MP après le projet.	2018																		
	2019	X	X			X		X											
Sensibilisation des membres de l'IA, des directeurs des écoles et des personnes clefs sur des modèles communautaires de paiement des maîtres-parents fonctionnels existants en RCA. Les APEs peuvent être une ressource pour financer les MP/E grâce au volet sécurité alimentaire dans une optique d'autonomisation.	2018																		X
	2019	X																	
Education: Activity 1.2.1: Identification et sélection des jeunes filles-mères (65%) et jeunes garçons (35%) désœuvrés, les plus vulnérables nécessitant un soutien urgent et motivés pour s'impliquer dans un projet, en consultation avec les communautés, les personnes ressources, les mécanismes locaux existants, les autorités locales ainsi que le cluster éducation dans la zone du projet. L'évaluation et la sélection se fera grâce au Comité de Suivi des Activités Educatives d'Obo qui rassemblera un comité d'évaluation formé par l'inspection académique, le personnel éducatif existant, les leaders communautaires, religieux, les représentants des différentes communautés, les membres des APE, des jeunes et des membres de la communauté représentatifs des différents types de personnes.	2018																		
	2019	X																	
Education: Activity 1.2.2: Conduite de cours d'alphabétisation/calcul et formation compétences de vie en faveur des jeunes filles-mères et jeunes garçons désœuvrés via 3 moniteurs. Les cours auront lieu dans l'ETAPE. Une évaluation sur le terrain sera réalisée et permettra d'évaluer les besoins et les nécessités afin d'implémenter et proposer de nouvelles activités. Normalement, si les moyens le permettent, la formation compétences de vie vise à l'apprentissage du tricot, pâtisserie/ boulangerie, poterie. Différentes thématiques sont également abordées et traitées avec les jeunes participants : la prévention des infections sexuellement transmissibles, les droits de la femme, l'éducation à la santé et à la reproduction.	2018																		
	2019		X	X	X	X	X	X	X										
Education: Activity 1.2.3: Réhabilitation et équipement d'une ETAPE dans le site des déplacés des Peulhs.	2018																		
	2019	X	X	X	X	X	X	X	X										
Education: Activity 1.2.4: Mise en place d'un mécanisme de feedbacks/plaintes. Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place d'un mécanisme de feedback/plaintes au sein du projet afin de respecter le principe de redevabilité. Tout d'abord, les membres du comité de suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. De plus, les ETAPE et les EAE mis en place par COOPI seront aussi des lieux où les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter anonymement leurs feedbacks/plaintes aux staffs de COOPI grâce à des « feedback/complaint boxes ». Lors des réunions du comité de suivi, les feedbacks/plaintes reçus sont signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes seront gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du Comité.	2018																		
	2019	X	X	X	X	X	X	X	X										
Protection: Activity 1.1.1: Mise à jour/renforcement des capacités du staff COOPI dédié aux activités de Protection de l'Enfance sur les thèmes de EAS par le Cluster Protection de l'Enfance et appui de la task force EAS.	2018																		
	2019																		
Protection: Activity 1.1.2: Campagne de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de la protection et éducation (1.1.8) (dans le budget, à cause du manque d'espace/ limitation dans les lignes budgétaires imposée par la plateforme GMS, ces deux activités sont regroupés) La modalité de réalisation des campagnes sera choisie selon l'appréciation des populations de ce genre d'intervention. Une première campagne sera réalisée en début et une seconde à mi parcours du projet.	2018																		
	2019		X				X												
Protection: Activity 1.1.3: Conduite d'activités créatives, récréatives, culturelles et sportives dans les EAE en faveur des enfants d'Obo. Les animateurs et agents psychosociaux (2+1 par EAE) mèneront des activités dans ces 4 EAE/Centre écoutes intégrés fixes afin de toucher les enfants de l'ensemble des différentes communautés présentes dans la ville. Cet encadrement permettra de favoriser le développement des enfants et assurera des lieux de protection des enfants. Ces activités seront aussi l'occasion pour les animateurs et Agents Psychosociaux de COOPI d'identifier les cas d'enfants victimes de VDH, de VBG, des ES/ENA/EAFGA et autres enfants extrêmement vulnérables et d'assurer la prise en charge complète de ces enfants adaptée à leur situation (prise en charge psychosociale par l'APS COOPI, référencement vers les structures de prise en charge médicales, etc.)	2018																		
	2019	X	X	X	X	X	X	X	X										
Protection: Activity 1.1.4: Redynamisation d'Espaces Amis d'Enfants (entretien et kits récréatifs) auprès des structures éducatives avec un point d'écoute à l'interne pour les entretiens individuels avec les enfants et référencement médical et assistance sociale aux enfants victimes de violences. Tout d'abord, des activités sportives, culturelles et récréatives seront mises en place dans les EAE pour le développement du bien-être des enfants dans un espace protégé. De plus, sur la base de l'analyse de la situation de protection et des besoins relevés, le projet garantira des activités psychosociales de base pour les enfants (groupes d'échange, soutien mutuel entre pairs, activités ergo thérapeutiques et activités ludiques). Enfin, les agents psychosociaux de COOPI prendront en charge la réponse psychosociale des enfants/jeunes victimes de violations dans points d'écoute et référeront les victimes aux structures médicales existantes pour leur prise en charge médicale.	2018																		
	2019	X	X	X	X	X	X	X	X										
Protection: Activity 1.1.5: Formation des membres clefs de la communauté sur la protection de l'enfance et sur le circuit de référencement à Obo afin de les informer du recours et de l'appui auxquels ils ont le droit en cas d'incident de protection, VBG, EAS etc. 2 rencontres (une au début et une à demi-parcours du projet) avec le staff de COOPI et les agents psychosociaux formés à cet effet. Cibles -> Formation globale des 8 RECOPs, 30 CPs plus 26 autorité autre pour la prise en charge des violations e sur la prise en charge des cas de VBG (Indicateur 1.1.1)	2018																		
	2019		X				X												
Protection: Activity 1.1.6: Organisation d'activités ergo-thérapeutiques dans le EAEs les jeunes filles, les filles-mères et femmes (spécialement les personnes victimes de VBG) supervisées par les moniteurs. Les activités ergo-thérapeutiques seront menées dans les EAEs suivant les besoins identifiés et selon la disponibilité du matériel sur place.	2018																		
	2019		X	X	X	X	X	X	X										
Protection: Activity 1.1.7: Identification des FAT (estimation de 24) afin de les former/renforcer sur la prise en charge alimentaire, sanitaire et sécuritaire, et sur l'accueil et l'encadrement éducatif et psychosocial des enfants.	2018																		
	2019	X																	
Protection: Activity 1.1.8: Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG le nécessitant et assistance sociale. Dans le budget, nous avons inséré un forfait de référencement médical pour le paiement des médicaments, etc. basé sur l'expérience dans ce domaine dans les zones d'intervention du projet. A ce sujet, nous ne pouvons pas estimer une quantité exacte à cibler.	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X	X	X	X										
Protection: Activity 1.1.9: Mise en place d'un mécanisme de feedbacks/plaintes. Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place d'un mécanisme de feedback/plaintes au sein du projet afin de respecter le principe de redevabilité. Tout d'abord, les membres du comité de suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. De plus, les ETAPE et les EAE mis en place par COOPI seront aussi des lieux où les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter anonymement leurs feedbacks/plaintes aux staffs de COOPI grâce à des « feedback/complaint boxes ». Lors des réunions du comité de suivi, les feedbacks/plaintes reçus sont signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes sont gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du comité de suivi. Dans le budget, l'activité ne sera pas présente en tant que ligne budgétaire suivant l'ordre des activités du cadre logique, mais elle a été incorporé dans la ligne budgétaire générale de mise en place de mécanismes de feedbacks (au tout début de la sous rubrique dédiée aux activités).	2018																		
	2019	X	X	X	X	X	X	X	X										

Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.1: Formation à deux phases au sein des APEs sur l'importance du travail en association avec le but de développer des AGR qui non seulement pourront leur permettre de soutenir l'éducation de leurs enfants grâce au soutien des E/MP mais qui vont leur permettre de développer leur résilience socio-économique. La formation abordera plusieurs thèmes : (i) renforcement des capacités institutionnelles afin de solidifier l'association afin qu'elle soit capable de gérer une micro entreprise (ii) droits et devoirs des membres et participation des femmes abordé par un Agent du Ministère des Affaires Sociales ; (iii) mécanismes de prises de décision (bonne gouvernance) donné par un représentant de la Préfecture ; (iv) gestion financière (compte d'exploitation) par un agent du PNUD du Projet PNUD à l'impact Rapide à Obo. Ici, il s'agit donc également de créer une responsabilité économique pour les membres des APEs et de les éduquer à ce qu'ils soutiennent l'éducation de leurs enfants.	2018																			
	2019	X			X															
Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.2: Formation au sein des APEs sur les techniques agricoles plus adaptées aux choix des activités choisies. En outre, les parents seront aussi sensibilisés sur les bonnes pratiques alimentaires grâce à un expert COOPI dans la Nutrition et la sécurité Alimentaire. A la fin du projet, l'expert COOPI rencontrera de nouveaux les membres de l'APE afin de procéder à suivi, les consulter, répondre à leurs interrogations et voir ce qu'il est possible d'améliorer avant la clôture du projet et afin de pérenniser le savoir enseigné.	2018																			
	2019	X				X														
Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.3: Achat et distribution des intrants agricoles auprès de 6 APEs. a) Pour les 6 groupements on aura, un total de 4.500m ² ou 0,45ha à mettre en valeur; b) Par groupement, un kit APE de : Arrosoirs, houes Ceylan, Râteaux, Pelles carrées, Pelles rondes et autre outils ; c) Tenant compte des habitudes alimentaires des ménages d'Obo et du fait qu'en saison sèche il y a une raréfaction de certains produits maraîchers sur le marché, seront considérés le gombo, le tomate, l'amarante, l'épinard, la laitue, le concombre, l'oignon et le chou.	2018																			
	2019		X																	

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

Dans la mise en œuvre du présent projet, COOPI prendra en compte la redevabilité envers les populations affectées soutenues dans toutes les phases du projet et la redevabilité envers COOPI de la part de la population.

Avant tout, les staffs de COOPI informeront préalablement et de façon transparente les communautés sur le projet. Une réunion de préambule se tiendra avec le Comité de Suivi des Activités Educatives du Fondamental I (composé de 30 membres -21 hommes et 9 femmes- membre de l'inspection académique (IA), du personnel éducatif existant, représentants des leaders communautaires, religieux, les représentants des différents communautés, 1 représentant des membres des APE par école, des enfants et des membres de la communauté représentatifs des différents types de personnes) et les autres personnes clés de la localité afin de les informer des activités définies et des approches adoptées. A noter que ce Comité agira comme le relais auprès des communautés pour la dissémination des informations concernant le projet. En plus de l'implication des communautés, des structures techniques de l'état et des autorités locales dans la conception du projet, COOPI va communiquer aux acteurs impliqués les attentes et résultats obtenus à chaque étape de la mise en œuvre. Les responsabilités et les plans de continuation des activités après l'action seront développés avec tous les groupes ciblés.

En outre, l'évaluation des besoins et l'identification finale des bénéficiaires du volet Education, PE et Sécurité Alimentaire se fera grâce au Comité de Suivi des Activités Educatives d'Obo qui rassemblera un Comité d'Evaluation. Le Comité d'Evaluation des Besoins sera en charge d'identifier les bénéficiaires après quoi les équipes de COOPI procéderont à la vérification des listes de bénéficiaires. Ce sont donc les populations de la communauté par le biais du Comité d'Evaluation (encadrés par les staffs de COOPI), qui définiront les besoins prioritaires, développeront les critères de sélection des bénéficiaires et donneront aux staffs de COOPI les listes finales des bénéficiaires de l'action.

Durant la mise en œuvre du projet, un mécanisme de feedback/plaintes sera mis en place afin de permettre aux bénéficiaires de l'action de faire parvenir leurs retours et leurs plaintes concernant le projet. Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place de ce mécanisme qui sera accessible pour tous. D'une part, les membres du Comité de Suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. D'autre part, les ETAPes et EAE mis en place par COOPI seront aussi des lieux où les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter des observations à COOPI ; des autres lieux seront choisis lors du premier mois du projet pour permettre à toute la population d'accéder à ce mécanisme de feed-back. Lors des réunions mensuelles du Comité de Suivi, les feedbacks/plaintes reçus seront signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes sont gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du Comité de Suivi.

Enfin, le principe de « Do no harm » est intégré par les équipes de COOPI dans toutes leurs interventions. D'une part, l'ensemble des communautés présentes à Obo seront touchées par le projet afin de respecter l'équilibre entre les différents groupes. D'autre part, les staffs de COOPI analyseront le contexte et les dynamiques locales existantes de façon très régulière afin de réadapter la réponse si nécessaire.

Implementation Plan

COOPI est reconnu comme le principal acteur international dans le domaine de l'éducation et la protection de l'enfance sur cette zone. Ceci mais également l'expérience acquise avec le précédent projet du FH permettent à COOPI de disposer d'un réseau de RH doté de l'expérience concernant le type d'activités et les procédures internes que l'organisation s'est dotée pour garantir le monitoring dans chaque phase du projet. Pour atteindre les objectifs, est prévu le recours à un CdP international, ayant de l'expérience dans la gestion d'un projet multisectoriel et des compétences dans les secteurs de l'éducation et de la protection (accompagné par des techniciens en CCCM et Sécurité Alimentaire). Il/elle sera le responsable de la mise en œuvre globale des activités. Pour qu'un suivi adéquat soit garanti, il/elle sera supporté/é par une équipe embauchée parmi le personnel local et national. En plus, au niveau de la Coordination, COOPI appuiera le projet à travers tous les départements, en particulier avec le support du CdM, de la Chargée de Programmes et du coordinateur logistique. Tout au long de la période de mise en œuvre, la Coordination pourra vérifier l'avancement des activités selon le chronogramme, étant en contact régulier avec l'équipe terrain, grâce aux outils de rapport mensuels et de monitoring des indicateurs.

Au cours des 8 mois du projet, 3 évaluations participatives des besoins en consultation avec les autorités, les communautés et les clusters, sont prévues accompagnées d'une analyse de risque. Ceci permettra de réorienter l'action le cas où des changements seront constatés par rapport aux évaluations initiales du projet. La même démarche sera prise en compte en cas de détérioration de la sécurité. La Coordination sera responsable, après concertation avec le chef de projet, de contacter le bailleur dans les plus brefs délais pour convenir d'une nouvelle stratégie. Enfin, pour garantir l'engagement et l'inclusion de toutes les parties prenantes dans la réalisation des activités, une importante collaboration sera établie avec le chef secteur/Inspection de l'Académie/tout acteur clé de Obo. (pour l'EDU) Leur support sera indispensable pour l'identification et la formation de mise à jour des connaissances pédagogiques et thématiques des ME, enseignants et directeurs scolaires. Le but de cette démarche est celui d'avoir un personnel éducatif formé selon les lignes directrices du MEN, en garantissant une éducation de qualité aussi en situation d'urgence ; et d'appuyer l'administration décentralisée du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions. Un rôle clef sera joué aussi par les bénéficiaires, qui seront engagés dans la mise en place des points focaux pour le suivi des activités éducatives sur la zone de projet. Les APEs auront également un grand rôle tant sur le volet Education que Sécurité Alimentaire. Elles seront impliquées dans les activités au sein des écoles et dans les AGR. Chaque APE sera bénéficiaire d'une formation en gestion financière pour une bonne disposition des ressources pendant et après la durée du projet. Le règlement intérieur – qui en principe règle les activités internes à l'Association - intégrera les recommandations qui ressortiront de cette formation, sur le modèle de gestion des caisses de résiliences. L'OF sera donc celui de permettre aux APEs d'obtenir des revenus suffisamment rentables à assurer la durabilité dans le processus de paiement des E/ME. A travers les sensibilisations et discussions, la population est concernée et impliquée et l'équipe du projet sera dans l'attente de ses retours et de sa participation et son intérêt pour prendre en compte les enseignements tirés. Ces exemples sont aussi des actions clefs pour la redevabilité envers les communautés.

*** (merci de prendre en compte le commentaire en bas car l'espace à disposition ne permettait pas de finaliser la stratégie pour tous les quatre volets)***

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
1. A.F.A.S.V.E.R.,2. ACTED,3. CSSI,4. MINUSCA,5. Préfecture du Haut-Mbomou,6. Hôpital,7. JUPEDC,8. AVARIAN	1. Gestion des familles d'accueil pour les rescapés de la LRA,2. Mise en œuvre de distributions de NFIs (RRM) et de bâches pour les personnes nouvellement déplacées en provenance des localités de Mboki et Zemio. Acteur WASH pour la zone depuis octobre 2017 (constructions et réhabilitations de points d'eau. Acteur éducation, réhabilitation écoles formelles, construction de salles de classe, cours de rattrapages et soutien E-MP.,3. Santé. Soins gratuits (□circuit de référencement cas de VBG) Volet nutrition pour les 0-5ans. Volet EHA : hygiène de proximité, sensibilisations Kits PEP Distribution moustiquaires, kits d'hygiène Vaccins.,4. **Affaires Civiles** Education. Appui au renforcement de l'autorité de l'Etat, construction d'infrastructures (salles de classe) Protection Civil : alertes précoces via points focaux au sein de la communauté Cohésion sociale : réunions communautaires, appui règlement des différends. **Droits de l'Homme** : Promotions, sensibilisations de masse, plaidoyers. Discussion avec les leaders des groupes armés Projets d'appui aux femmes.,5. Préfet du Haut-Mbomou (arrivé depuis décembre 2017), Sous-préfet d'Obo, Mme la Maire, 1 Inspecteur Académique du MEN, 3 Chefs Secteurs du MEN (1 Chef Secteur scolaire d'Obo-Bambouti, 1 Chef Secteur scolaire des activités socio-éducatives et culturelles du Haut-Mbomou, 1 Chef Secteur scolaire des statistiques et de la carte scolaire),6. Santé. Pas de médicaments et pas de kits PEP.,7. Gestion des sites de réfugiés,8. Santé. Collaboration avec l'Eglise Protestante
,9. UNHCR	,9. Protection/ Education. Groupe de travail VBG

Environment Marker Of The Project

B+: Medium environmental impact with mitigation(sector guidance)

Gender Marker Of The Project

2b- The principal purpose of the project is to advance gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

Ce projet contribuera l'équité de genre à travers une approche transversale de « gender mainstreaming » préconisant une attention constante à l'équilibre homme/femme dans les processus de décision dans les actions mises en place. Il faut mentionner que les données sont désagrégées, ce qui est le cas de la façon dont les focus groupes sont mis en place. Les données sur les bénéficiaires détaillées par sexe et par âge sont collectées et analysées et les conclusions utilisées dans la courante proposition de projet. La discrimination basée sur le genre est encore très prégnante dans la zone ciblée par l'action, et les opportunités auxquelles ont accès les femmes restent très réduites ainsi que leur participation. Dans le domaine de l'éducation, où les filles ont ressenti l'effet du conflit plus des garçons (car déjà avant la crise, seulement 33 % de filles complétaient leur scolarisation primaire, contre 53% de garçons), une particulière attention sera apportée non seulement aux activités impliquant les filles (scolarisées ou non), mais aussi la ration des enseignants / MP. A titre d'exemple, à Obo, les filles ne représentent que 15% des effectifs de l'enseignement secondaire (population âgée de 10 à 18 ans, sources du cluster éducation). Aussi, le genre et l'équité seront intégrés de façon transversale à l'ensemble des actions proposées : (i) les sensibilisations spécifiques sur les droits à l'éducation de la jeune fille et sur la prévention des cas de violences basée sur le genre et de discrimination seront réalisées par staff du sexe masculin et féminin afin de garantir la diffusion du message à toute la population ; (ii) les activités au sein des structures éducatives et récréatives permettront de renforcer les capacités et connaissances des filles/jeunes femmes, avec une attention particulière aux thématiques clés pendant les cours de compétence de vie, comme la prévention des maladies à transmission sexuelle, les droits de la femme, l'éducation à la santé et à la reproduction. La méthode AURA sera utilisée par le projet pour l'évaluation du processus d'apprentissage (iii) les formations des enseignants, directeur d'école, APE et autorités sur la prévention des cas de violences, y inclus les VBG (iv) la formation sur la prise en charge psychosociale des cas de VBG aux APS du projet qui travailleront dans les centres d'écoute établis par le projet.

Le but final de l'action est de renforcer le rôle de la femme au sein des communautés à travers les activités AGR. Cet « empowerment » contribuera au respect de soi et à l'indépendance individuelle, en amplifiant aussi la capacité féminine d'influencer la prise de décision au niveau sociétal. En outre, grâce au volet « sécurité alimentaire », les parents des enfants (avec une attention particulière aux ménages gérés par les femmes) - les acteurs clé de la scolarisation des filles et des garçons – seront encouragés dans la production via des kits/intrants agricoles, pour leurs permettre de payer les frais scolaires, surtout des filles (qui sont souvent empêchées de se rendre à l'école pour s'occuper des activités ménagères).

Les réseaux de protection, l'accompagnement et le renforcement des capacités seront prioritaires afin d'appuyer ces organisations pour avoir une réponse adéquate, une durabilité à moyen et long termes et le développement des initiatives d'auto prise en charge communautaire en faveur des femmes, hommes, filles et garçons affectés. (CCCM) étant donné que dans la plupart des sites de PDIs les Comités de Gestion sont majoritairement composés par des hommes, l'objectif sera de renforcer une présence tant de femmes que de toutes les tranches d'âge pour s'assurer que les besoins/intérêts soient pris en compte. Des séances séparées seront organisées pour que les sujets intimes liés à l'hygiène ou à la sexualité soient traités en privé. Composante féminine de notre staff -> COOPI cherche toujours de se rapprocher du 50% 50% dans la composition « genre » du staff.

Protection Mainstreaming

L'intervention que COOPI propose visera, en complémentarité avec le principe de la redevabilité envers les populations affectées, à respecter les standards et les approches de la Protection Transversale, élément qui amène les acteurs à réfléchir sur l'intervention humanitaire et sur comment pouvoir apporter les réponses vis-à-vis de bénéficiaires. À travers l'équipe expérimenté COOPI, ainsi qu'avec l'appui des structures communautaires, les interventions seront réalisées en visant la protection des populations comme facteur constant et prioritaire. La création d'un environnement communautaire propice et sécurisé dans les structures prévues et le monitoring d'incidents de protection et des mouvements de population via le volet CCCM va contribuer à une meilleure autonomisation sociale, politique et économique et dans le moyen-longue terme assurera une meilleure protection des civils. Les activités, notamment celles du volet éducation, ont été conçues pour améliorer l'accès aux services éducatifs des enfants et jeunes déplacés dans les sites, mais aussi ceux de la communauté hôte, qui bénéficiera du renforcement des compétences pédagogiques des enseignants/maîtres-parents dans les écoles existantes et fonctionnelles. Les activités AGR du volet sécurité alimentaire, concernant uniquement les APEs, vise à solutionner la nécessité de fidélisations des E/MP des 5 écoles d'Obo afin de permettre à tous les enfants d'avoir un accès durable à l'éducation. Enfin, la communauté dans sa totalité – enfants et jeunes, enseignants et maîtres-parents, comités communautaires, autorités traditionnelles et étatiques, et FAT – sera formée et sensibilisée sur la thématique de protection de l'enfance, des droits de l'enfant et sur la prévention et les services disponibles pour le référencement de violations de droits et VBG. De cette façon, le projet vise à soutenir le développement des capacités d'autoprotection et engage les populations touchées à faire valoir leurs droits, même après la fin de l'action prévue par cette proposition.

Dans ce cadre et parmi les principes humanitaires, COOPI pose une particulière attention au principe de « ne pas nuire » pour ne pas créer de nouvelles tensions ou accentuer les problèmes et difficultés déjà existantes parmi les populations affectées, dans une zone où l'appartenance communautaire est exacerbée et où il existe un risque de mauvaise interprétation de l'assistance aux populations déplacées. A ce propos, une évaluation participative des besoins en protection est prévue par le projet, pour permettre d'un côté la participation des bénéficiaires afin d'affiner la stratégie, et pour mener de l'autre une évaluation des possibles risques liés à l'intervention pour éviter une fragilisation de la cohésion sociale et expliquer à la population l'assistance prévue. Des mesures de mitigation seront identifiées en coordination avec les communautés, les autres acteurs sur place et les mécanismes de coordination sectoriels.

Country Specific Information

Safety and Security

Si la ville d'Obo reste relativement calme dans cette période de fin d'année 2018, des incursions armées de la milice LRA dans les alentours à environ 25 km sont observées. Le mode opératoire de cette milice reste les attaques de villages, les tueries, les destructions de biens et champs et les enlèvements de la population. Le périmètre de sécurité en dehors de la ville est confirmé de 5 km. Au-delà de cette limite, tout mouvement nécessite une escorte militaire assurée par la MINUSCA et les FACA (mais payante avec le second). On dénombre deux forces de sécurité dans la ville d'Obo (après le départ en 2017 des forces ougandaises et américaines):

-MINUSCA : le contingent marocain (MORBATT) est situé près de la préfecture ainsi que de l'hôpital en centre-ville à Obo. Ce contingent offre son espace sécurisé aux personnel humanitaires de la localité en cas de situation de crise comme point de rassemblement dans leur compound situé à environ 4 kilomètres de la base de COOPI d'Obo et à 5 km de l'aéroport ;

-FACA : un détachement des forces armées centrafricaines ;

-de plus, il y a la présence d'une unité de la gendarmerie appuyée par les FACA et les policiers du CNR (Conseil National des Réfugiés)

-On ne peut s'empêcher de penser que le vide sécuritaire provoqué par le départ du Haut Mbomou des armées ougandaises et américaines en juin 2017 a permis le développement des violences liées à la LRA, mais également celui des violences communautaires entre Peuhls et sédentaires.

La mise en place du projet prendra en compte les différents degrés de besoins des couches sociales afin d'envisager une réponse adéquate. Une analyse approfondie des besoins permettra de relever dans quelle mesure et forme la situation d'urgence et/ou de déplacement affecte les groupes touchés par une vulnérabilité. Pour garantir la sécurité de l'intervention de l'équipe COOPI, le plan de contingence et d'évacuation spécifique pour la zone sera constamment mis à jour sur le terrain en collaboration avec la coordination logistique au niveau de Bangui et le siège de COOPI à Milan.

Pour partager les informations et prendre des décisions collectives sur les déplacements de son staff lié aux activités, COOPI participera aux réunions de coordination périodique au niveau local sur la sécurité pour le monitoring du degré de sécurité, les risques possibles et les alertes. COOPI garde des contacts fréquents et étroits avec les agences des Nations Unies présentes dans la zone (OCHA, UNHCR, PAM et puis les ONG internationales coordonnées par CCO), et particulièrement pour ce qui concerne la sécurité avec l'ONG INSO, les ONG nationales et les autres acteurs humanitaires présents soit sur le terrain soit au niveau de la capitale.

Le réseau de communication et d'information entre le personnel travaillant sur le terrain et les bases sera garanti par les moyens de communication satellitaires afin de couvrir les zones non couvertes par les opérateurs de la télécommunication mobile au pays. La collecte des informations, leur suivi rapproché et leur analyse dans un contexte plus large faciliteront la prise de décisions concernant l'aspect opérationnel du projet.

Si la situation sécuritaire se dégrade et elle ne permet pas l'intervention ou l'accès aux bénéficiaires en raison du risque imminent pour le personnel, COOPI examinera les moyens nécessaires pour mener les activités par le biais de l'appui des partenaires locaux, des agents communautaires, des groupements communautaires et autres associations et autorités locales sur le terrain, et pourra, dans les cas les plus critiques, envisager d'évacuer de façon temporaire le staff de la zone du projet après communication avec les responsables du Fond Humanitaire. Ces décisions seront prises en consultation avec les bénéficiaires en fonction de chaque composante. Tout sera documenté comme le processus décisionnel et le bailleur sera informé à temps. La base COOPI d'Obo, quartier Bambito, sur l'axe principal qui mène à l'aérodrome

Access

En termes d'accessibilité, la situation reste très complexe pour accéder à la préfecture du Haut Mbomou par les voies terrestres (presque impossible depuis Bangui), avec de nombreux cas d'embuscades des éléments présumés de la LRA, surtout sur les axes Obo-Kadjema-Mboki-Zemio-Rafai. Le seul lien de déplacement pour les ressources humaines est par voie aérienne mais reste limité au personnel des ONG internationales/nationales, au personnel militaire ainsi qu'aux autorités. Elle est desservie deux fois par semaine par voie aérienne par les vols UNHAS (souvent malheureusement annulés à cause de la saison des pluies ou à cause de problèmes techniques) et par la MINUSCA avec des petits porteurs (avions d'environ 15 places pour un fret d'une moyenne de 800 kg par rotation). Les deux compagnies desservent la ville le lundi et le jeudi. La ville d'Obo, chef-lieu de la préfecture du Haut Mbomou est à environ 1.262 km de Bangui. L'accès par route y est difficile du fait du mauvais état des routes (Obo – Mboki – Zemio – Rafai – Bangassou – Bambari – Sibut – Bangui). Ce trajet peut prendre entre trois jours et une semaine de route pendant la saison sèche et entre 3 semaines et 2 mois pendant la saison des pluies.

COOPI a développé une connaissance très approfondie de la zone et des enjeux sécuritaires, ce qui lui permet de mettre en œuvre ses projets non sans obstacles et difficultés. Cette connaissance de la zone, couplée à l'acceptation de la part des tous les acteurs sur place, permet à COOPI d'avoir un accès humanitaire reconnu à la zone d'intervention. Dans le cas de relocalisation/évacuation du staff expatrié et/ou national délocalisé, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national sur la base et par un plan d'action élaboré par le Chef de Projet avec la supervision et l'appui du siège central et de la coordination de Bangui. Toute décision sera prise en collaboration avec le FH et COOPI se chargera d'informer le FH de tous changements sécuritaires dans la zone d'intervention. La présence depuis 2009 dans la zone d'intervention permettra aussi, grâce à sa connaissance du territoire, à son réseau local de personnel ainsi qu'aux bonnes relations avec les communautés et les autorités locales, de favoriser l'acceptation sociale et de contribuer à la participation dans le cadre des activités de projet en capitalisant ses relations de confiance.

Enfin, comme précédemment expliqué, la sécurité dans le sud-est de la RCA représente un défi majeur pour les ONGs y travaillant pour la mise en œuvre des projets, le transport des personnes et l'acheminement des biens et du matériel. L'afflux et le refus de retournés et/ou déplacés internes entraînent de grands challenges sur la pression des ressources locales et des services de base, ainsi que sur les infrastructures des projets. Pour ces raisons, tous les transports - des équipes et des équipements prévus pour la mise en place des activités - se font via UNHAS/CARGO, ce qui comporte, par conséquent, des coûts importants.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1. Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Chef de Projet	D	1	6,000.00	8	100.00	48,000.00
	<i>International, garant final de l'exécution du projet auprès du bailleur, staff expérimenté dans la mise en œuvre et le suivi de projet avec COOPI avec un background/de l'expérience dans les domaines de la Protection/MP/VBG et de l'Education en vivante et formelle</i>						
1.2	Administrateur/Logisticien de Projet	D	1	6,000.00	8	40.00	19,200.00
	<i>International, basé à Bangui avec des missions fréquentes sur les zones d'intervention du projet, chargé au 40%</i>						
1.3	Superviseur CCCM	D	1	691.00	8	100.00	5,528.00
	<i>National, 1 Camp Manager très qualifié dans la gestion CCCM et qui jouera aussi le rôle de Superviseur de l'ensemble des volets d'activités protection, salaire mensuel basé sur la grille salariale de COOPI</i>						
1.4	Admin/Log	D	1	623.00	8	100.00	4,984.00
	<i>National, basé à Obo afin d'assurer la bonne mise en œuvre logistique du projet pour la correcte gestion des achats, le suivi, la réception des kits et matériels via cargos UNHAS</i>						

1.5	Agent d'Entretien	D	1	250.00	8	100.00	2,000.00
	<i>National, basé à Obo, minimum requis pour le support aux ressources du projet sur les bases</i>						
1.6	Gardiens	D	4	222.00	8	100.00	7,104.00
	<i>4 Nationaux, basés à Obo. Nécessaires pour la sécurité du staff, 2 gardiens présents la nuit et 1 le jour</i>						
1.7	Chauffeur	D	1	338.00	8	100.00	2,704.00
	<i>National, basé à Obo, en charge de la conduite du véhicule</i>						
1.8	Gardiens Coordination	S	1	178.00	3	20.00	106.80
	<i>Nationaux, pour assurer la sécurité ; pro quota de 20% sur 3 mois</i>						
1.9	Chef de Mission	S	1	6,900.00	2	100.00	13,800.00
	<i>International, garant final de l'exécution du projet auprès du bailleur, doit assurer la gestion des relations avec les responsables, les institutions nationales impliquées directement ou indirectement dans l'action</i>						
1.10	Assistante Bureau Programme	S	1	5,246.00	2	100.00	10,492.00
	<i>International basé à Bangui, en charge de soutenir le Chef de Projet sur le plan stratégique et organisationnel, avec des visites sur les zones d'intervention du projet pour le contrôle et M&E du projet, responsable final du reporting, assure le lien sur les questions programmatiques avec l'équipe du FH de Bangui et avec le Cluster</i>						
1.11	Coord. Logisticien Coordination	S	1	6,900.00	2	100.00	13,800.00
	<i>International basé à Bangui, Il est en charge de soutenir dans l'approvisionnement du matériel/ des kits nécessaires à la réalisation du projet et dans l'organisation des déplacements du staff du projet</i>						
1.12	Logisticien Coordination	S	1	931.00	3	100.00	2,793.00
	<i>National basé à Bangui, en charge de soutenir le chef de projet dans tous les aspects logistiques du projet</i>						
1.13	Agent d'Entretien Coordination	S	2	338.00	3	100.00	2,028.00
	<i>Nationaux, deux, Responsables de l'entretien quotidien de la Coordination</i>						
1.14	Secrétaire	S	1	613.00	4	100.00	2,452.00
	<i>National, en appui de la Coordination au projet pour tout ce qui est lié à l'archivage, à la préparation des communications/lettres officielles et transmission des Rapports</i>						
1.15	Responsable RH	S	1	1,280.00	1	100.00	1,280.00
	<i>National basé à Bangui pour le recrutement des staffs nationaux et suivi et évaluations de leur dossiers</i>						
1.16	Chauffeurs/ mécanicien coordination	S	3	551.00	3	100.00	4,959.00
	<i>Nationaux basés à Bangui, soutien de support aux déplacements des staffs appuyant le projet et pour tout appui aux moyens roulants/équipements</i>						
1.17	Responsable Sécurité	D	1	3,500.00	1	100.00	3,500.00
	<i>International, HQ à Milan, en cas d'une dégradation importante de la situation sécuritaire entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui du siège central et de la coordination de Bangui. Prorata du coût du personnel expert en sécurité</i>						
	Section Total						144,730.80
2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Evaluation participative des besoins et identification finale des bénéficiaires et des mécanismes communautaires de protection	D	3	146.00	1	100.00	438.00
	<i>en consultation avec les autorités, les leaders communautaires, chefs religieux, chefs de blocs, comités divers, les communautés, les clusters, etc. et analyse des risques / (Forfait sur la base des évaluations participatives déjà conduites par COOPI dans les zones)</i>						
2.2	Formation staff COOPI /renforcement des capacités	D	27	7.00	1	100.00	189.00
	<i>sur l'identification, la prise en charge, le soutien psychosocial des cas de violations graves, le CCCM, et sur les thèmes de EAS par le Cluster Protection de l'Enfance et appui de la task force EAS / sur la base de la connaissance des coûts et des types de formations organisées par COOPI dans ses zones d'intervention</i>						
2.3	Mise en place de mécanismes de feedbacks/plaintes	D	12	35.00	7	100.00	2,940.00
	<i>dans la communauté sur l'intervention pour l'ensemble des volets du projet (Accountability to Affected Population)</i>						
2.4	Formation de mise à jour des connaissances pédagogiques et thématiques des maitres-parents, enseignants et 6 directeurs scolaires et sur sur l'identification des enfants présentant des problèmes psychosociaux,	D	77	40.00	6	100.00	18,480.00
	<i>sur la prévention contre les VBG et abus en milieu scolaire, sur le référencement des cas de violation, sur le référencement et la mise en œuvre d'éventuels cas de réunification familiale.</i>						
2.5	Appui pour le transport des MP Bambouti jusqu'à Obo	D	8	89.00	3	100.00	2,136.00
	<i>lors des formations pédagogiques et en appui psychosocial / (Un forfait de 50.000 F XAF (25.000 F XAF) aller/retour en moto (avec un terme remboursement de frais de transport aux participants) pour éviter les responsabilités de ces derniers lors de leurs déplacements a Obo)</i>						
2.6	Sensibilisations/Discussions des parents dans les écoles	D	6	253.00	3	100.00	4,554.00
	<i>groupes de discussions, jeux, spectacles) sur les droits des enfants, les mecanismes de preventions des VBG en milieu scolaire, la prévention du recrutement des enfants</i>						
2.7	Primes pour la motivation des maitres-parents	D	63	65.00	7	100.00	28,665.00
	<i>XAF 35 000 comme prévu par le Cluster</i>						
2.8	Réunion des membres de l'Inspection Académique	D	55	10.00	4	100.00	2,200.00
	<i>, des directeurs des écoles et des personnes clefs pour débattre et proposer une solution pour le paiement des primes des MP. Réunion des membres de l'IA, des directeurs des écoles et des personnes clefs pour débattre et proposer une solution pour le paiement des primes des MP</i>						
2.9	Cours d'alphabétisation et compétence de vie en faveur des jeunes désœuvrés et des parents d'élèves	D	3	405.00	6	100.00	7,290.00
	<i>via 3 moniteurs COOPI</i>						
2.10	Kit alphabétisation et compétence de vie pour les jeunes adolescents	D	300	20.00	1	100.00	6,000.00
2.11	Réhabilitation et équipements de 1 ETAPE + kit ETAPE	D	1	1,190.00	1	100.00	1,190.00
	<i>dans les sites de déplacés Peuhls</i>						
2.12	Appui à la réinsertion des enfants déscolarisés via les Kits scolaire	D	1800	22.00	1	100.00	39,600.00
	<i>pour les enfants intégrés dans le système scolaire</i>						
2.13	Campagne de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de protection et éducation	D	1	845.00	3	100.00	2,535.00
	<i>(forfait de sensibilisation sur la base de l'expérience de COOPI dans les zones et de l'appréciation élevée des populations de ce genre d'intervention, une campagne en début et à mi parcours du projet)</i>						
2.14	Conduite d'activités créatives, récréatives, culturelles et sportives dans les 4 Espaces Amis d'Enfants	D	4	1,233.00	7	100.00	34,524.00
	<i>avec un point d'écoute interne pour les entretiens individuels avec les enfants / via 1 agent psychosocial (XAF 257 428) et 2 animateurs (2* XAF 218 113) par EAE</i>						
2.15	Entretien et petits travaux dans les EAE de COOPI + Kit récréatifs Espaces Amis d'Enfants	D	4	1,194.00	1	100.00	4,776.00
2.16	Formation du staff	D	64	10.00	4	100.00	2,560.00
	<i>des comités communautaires, des autorités traditionnelles et étatiques sur la protection de l'enfance et sur le renvoi vers structures adaptées et Formation globale des 8 RECOPs, 30 CPs plus 26 autorité autre pour la prise en charge des violations e sur la prise en charge des cas de VBG</i>						
2.17	Kits de groupe pour les activités psychosociales/ergo-thérapeutiques avec les survivant(e)s de VBG et autres personnes dans le Carrefour Communautaire	D	5	469.00	1	100.00	2,345.00

	<i>(Forfait global par filières basé sur l'expérience de COOPI dans le domaine, parmi 5 filières types étant culturellement appréciées pour ce genre d'activités dans les zones d'intervention de COOPI : couture, tricot, boulangerie, saponification, lessive collective, au choix etc., possibilité de varier)</i>						
2.18	Identification et formation des FAT	D	24	10.00	1	100.00	240.00
	<i>sur la prise en charge alimentaire, sanitaire et sécuritaire, encadrement éducatif et psychosocial des enfants</i>						
2.19	Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG le nécessitant et assistance sociale	D	15	27.00	8	100.00	3,240.00
	<i>(Forfait de référencement médical pour le paiement des médicaments, etc. basé sur l'expérience de COOPI dans les domaines dans les zones d'intervention du projet)</i>						
2.20	Appui direct et renforcement quotidien des capacités des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites	D	3	405.00	7	100.00	8,505.00
	<i>(chefs de blocs, leaders communautaires, chefs religieux, etc.) via 1 moniteur COOPI et 2 animateurs COOPI + Suivi des mouvements de population mensuels / les Rapports de Suivi des Mouvements des Populations / (Forfait d'appui et de suivi des ressources communautaires impliquées dans la gestion des sites de COOPI)</i>						
2.21	Formation auprès des chefs de blocs, leaders communautaires et chefs religieux impliqués dans la gestion des sites sur les différentes thématiques de la protection + Formation sur sur différentes thématiques organisationnelles (gouvernance, conduite des réunions, leadership, etc.)	D	38	10.00	4	100.00	1,520.00
	<i>(Forfait de formation par participant sur la base des frais de ce type de formations organisées par COOPI dans ses zones d'intervention. Nombre de participants : 8 RECOPEs + 30 CPs)</i>						
2.22	Activité Renforcement d'une configuration communautaire : Kits RECOPs (bottes, imperméables, porte-folio, cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.)	D	8	71.00	1	100.00	568.00
	<i>(Tous les RECOPs soutenus par le projet soit 8 (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) seront appuyés et motivés via la distribution de ces kits pour la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles de monitoring de protection, composition et prix des kits basée sur l'expérience de COOPI dans le domaine)</i>						
2.23	Activité Renforcement d'une configuration communautaire : Kits CPs (cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.) /	D	30	23.00	1	100.00	690.00
	<i>(Tous les CPs impliqués/soutenus par le projet soit 30 (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) seront appuyés et motivés via la distribution de ces kits pour la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles de monitoring de protection, composition et prix des kits basée sur l'expérience de COOPI dans le domaine)</i>						
2.24	Activité Renforcement d'une configuration communautaire : Communication RECOPs	D	8	4.00	7	100.00	224.00
	<i>(Tous les RECOPs soutenus par le projet recevront un forfait de 2000 XAF / mois pendant 7 mois du projet, afin de faire remonter les alertes d'incidents de protection, moyenne basée sur l'expérience de COOPI dans le domaine)</i>						
2.25	VOLET Sécurité Alimentaire	D	100	110.00	1	100.00	11,000.00
	<i>Forfait qui comprend : Formation techniques agricoles et Formation en entrepreneuriat agricole Via un Expert COOPI ; Travaux d'aménagement des parcelles maraîchers ; Clôture des parcelles maraîchères ; Achat et distribution des kits (outils et semences) aux 6 APEs/30 représentants</i>						
	Section Total						186,409.00
3. Equipment							
3.1	Matériel Informatique	D	3	829.00	1	100.00	2,487.00
	<i>Ordinateur / Disque dur / Clef USB / Appareil Photo</i>						
3.2	Imprimante/ Photocopieuse	D	1	800.00	1	100.00	800.00
	<i>(indispensable dans ce type de projet)</i>						
3.3	Téléphones	D	5	52.00	1	100.00	260.00
	<i>(Pour le Chef de Projet, l'Administrateur de Projet/Log et le staff de mise en œuvre des activités de CCCM)</i>						
	Section Total						3,547.00
4. Contractual Services							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	<i>NA</i>						
	Section Total						0.00
5. Travel							
5.1	Vols internationaux A/R	D	6	1,500.00	1	100.00	9,000.00
	<i>Forfait (prix standard moyen voyage staff expatrié, ces coûts sont imputés à 100% car ces coûts sont à 100% dédiés aux staff de ce projet)</i>						
5.2	Vols UNHAS A/R	D	4	300.00	8	100.00	9,600.00
	<i>Prix standards effectués par UNHAS de 300 USD l'A/R, ces coûts sont imputés à 100% car le projet prend en charge pendant toute la durée du projet</i>						
5.3	Vols UNHAS Cargo	D	11267	3.00	1	100.00	33,801.00
	<i>Prix standards effectués par UNHAS. Prix basé sur le calcul du nombre total de kilos de matériel/kits transportés pour le présent projet via cargos UNHAS - soit un total de 11267 kilos multiplié par 3 USD qui est le prix unitaire pratiqué par UNHAS pour le transport d'1 kilo. Le nombre de 11267 kilos se base sur un calcul concret du nombre de kilos prévus par ce projet et basé sur l'expérience de COOPI dans ses projets précédents dans les mêmes zones d'intervention. Il faut rappeler que le transport sur Obo est uniquement possible par la voie aérienne</i>						
5.4	Frais de missions	D	1	73.30	3	100.00	219.90
	<i>1 nuitée ; le coût unitaire correspond à une moyenne de 7 000 XAF de frais de mission par jour - hébergement, repas et eau - dédiés aux staff de ce projet et non à d'autres projets; une mission de 6 jour au début, au milieu et à la fin du projet</i>						
	Section Total						52,620.90
6. Transfers and Grants to Counterparts							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	<i>NA</i>						
	Section Total						0.00
7. General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Forfait téléphone	D	10	10.00	8	100.00	800.00
	<i>(Forfait téléphone mensuel pour les staff du projet dont le Chef de Projet, l'Administrateur de Projet/Log et le staff de mise en œuvre directe des activités de CCCM. Au vu de la nature des activités du présent projet, la communication téléphonique est indispensable et centrale car elle fait partie même d'un des outils principaux de la collecte des données, du partage des alertes pour la prise d'action, etc. Forfait basé sur l'expérience de COOPI dans ses projets précédents avec une moyenne de 5000 XAF/mois/personne, dont les montants différents selon les rôles des staffs et leur niveau d'utilisation du téléphone).</i>						
7.2	Forfait Thuraya	D	1	200.00	1	100.00	200.00
	<i>(Forfait de recharge basé sur l'expérience de COOPI, indispensable afin d'assurer la sécurité des staff)</i>						
7.3	Visibilité Forfait	D	1	1,800.00	1	100.00	1,800.00
	<i>(Forfait de matériel divers de visibilité du projet : panneaux, banderolles, stickers, etc.)</i>						
7.4	Carburant/ Entretien Motos	D	2	137.00	8	100.00	2,192.00
	<i>(Déjà en possession de COOPI, serviront pour la mise en œuvre des activités)</i>						
7.5	Carburant/ Entretien Véhicule	D	1	1,718.00	8	100.00	13,744.00
	<i>(Pour la mise en œuvre des diverses activités)</i>						
7.6	Papeterie et Consommables	D	1	828.00	8	100.00	6,624.00
	<i>(Papeterie et consommables indispensables pour la réalisation des activités du projet et le soutien aux tâches administratives sur le terrain et à la Coordination)</i>						
7.7	Location Entretien Bureau/ Bangui	D	1	2,310.00	3	100.00	6,930.00
	<i>(passage du staff en déplacement entre les 2 zones de mise en œuvre du projet ; prorata)</i>						
7.8	Location et Entretien Bureau Obo	D	1	445.00	7	100.00	3,115.00

	<i>(100% sur ce projet car COOPI n'a plus aucun autre projet ni de probable nouveau financement sur Obo pour l'instant) XAF 72 000 location + XAX 1 500 000)</i>						
7.9	Frais de Communication Internet / Coordination	D	1	607.00	8	20.00	971.20
	<i>(Nécessaire pour la bonne mise en marche du projet)</i>						
7.10	Frais de Communication Internet / Obo /	D	1	607.00	7	100.00	4,249.00
	<i>(Nécessaire pour la bonne mise en marche du projet)</i>						
7.11	Carburant et Entretien Groupe Electrogène 8 KWA	D	1	570.00	7	100.00	3,990.00
	<i>(indispensable pour le travail du staff du projet)</i>						
7.12	Frais Légaux	D	1	450.00	3	100.00	1,350.00
	<i>(Nécessaire pour les frais des affaires légales)</i>						
7.13	Frais Bancaires	D	1	46.50	8	100.00	372.00
	Section Total						46,337.20
SubTotal				13,992.00			433,644.90
Direct							381,934.10
Support							51,710.80
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7.00
PSC Amount							30,355.14
Total Cost							464,000.04

Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Haut Mbomou -> Obo	100	4,187	4,413	4,842	5,056	18,498	

Documents	
Category Name	Document Description